

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
DU COMMERCE ÉTRIER
ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

F. 97 — 655

[C - 96/15182]

11 MAI 1995. — Loi portant approbation de la Convention sur la diversité biologique, et Annexes I et II, faites à Rio de Janeiro le 5 juin 1992 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article unique. La Convention sur la diversité biologique, et les Annexes I et II, faites à Rio de Janeiro le 5 juin 1992, sortiront leur plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 11 mai 1995.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires étrangères
et de la Coopération au Développement,

E. DERYCKE

Le Ministre de l'Environnement,
J. SANTKIN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Convention sur la diversité biologique

Préambule

Les Parties contractantes,

Conscientes de la valeur intrinsèque de la diversité biologique et de la valeur de la diversité et de ses éléments constitutifs sur les plans environnemental, génétique, social, économique, scientifique, éducatif, culturel, récréatif et esthétique,

Conscientes également de l'importance de la diversité biologique pour l'évolution et pour la préservation des systèmes qui entretiennent la biosphère,

Affirmant que la conservation de la diversité biologique est une préoccupation commune à l'humanité,

Réaffirmant que les Etats ont des droits souverains sur leurs ressources biologiques,

Réaffirmant également que les Etats sont responsables de la conservation de leur diversité biologique et de l'utilisation durable de leurs ressources biologiques,

Préoccupées par le fait que la diversité biologique s'appauvrit considérablement par suite de certaines des activités de l'homme,

(1) Session 1993-1994.

Sénat :

Documents. — Projet de loi, n° 1175-1.

Session 1994-1995.

Annales parlementaires. — Discussion et vote. Séance du 9 décembre 1994.

Chambre des représentants :

Documents. — Projet transmis par le Sénat, n° 1644-1. — Rapport, n° 1644-2.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 18 janvier 1995. — Vote. Séance du 19 janvier 1995.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 97 — 655

[C - 96/15182]

11 MEI 1995. — Wet houdende goedkeuring van het Verdrag inzake biologische diversiteit, en Bijlagen I en II, gedaan te Rio de Janeiro op 5 juni 1992 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Het Verdrag inzake biologische diversiteit, en de Bijlagen I en II, gedaan te Rio de Janeiro op 5 juni 1992, zullen volkomen uitwerking hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 11 mei 1995.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Buitenlandse Zaken
et Ontwikkelingssamenwerking,

E. DERYCKE

De Minister van Leeflicu,
J. SANTKIN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

VERTALING

Verdrag inzake biologische diversiteit

Préambule

De Verdragsluitende Partijen,

Zich bewust van de intrinsieke waarde van de biologische diversiteit en van de waarde van de biologische diversiteit en de bestanddelen daarvan in ecologisch, genetisch, sociaal, economisch, wetenschappelijk, educatief, cultureel, recreatief en esthetisch opzicht,

Zich tevens bewust van het belang van de biologische diversiteit voor de evolutie en het behoud van de systemen die de biosfeer in stand houden,

Bevestigende dat het behoud van de biologische diversiteit een gemeenschappelijke zorg voor de mensheid vormt,

Opnieuw bevestigende dat Staten soevereine rechten hebben met betrekking tot hun biologische rijkdommen,

Tevens opnieuw bevestigende dat Staten verantwoordelijk zijn voor het behoud van hun biologische diversiteit en voor het duurzame gebruik van hun biologische rijkdommen,

Bezorgd over het feit dat de biologische diversiteit aanmerkelijk achteruitgaat door bepaalde menselijke activiteiten,

(1) Zitting 1993-1994.

Senaat :

Documenten. — Ontwerp van wet, nr. 1175-1.

Zitting 1994-1995.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en stemming. Zitting van 9 december 1994.

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Documenten. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 1644-1. — Verslag, nr. 1644-2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Zitting van 18 januari 1995. — Stemming. Zitting van 19 januari 1995.

Conscientes du fait que les renseignements et les connaissances sur la diversité biologique font généralement défaut et qu'il est nécessaire de développer d'urgence les moyens scientifiques, techniques et institutionnels propres à assurer le savoir fondamental nécessaire à la conception des mesures appropriées et à leur mise en œuvre,

Notant qu'il importe au plus haut point d'anticiper et de prévenir les causes de la réduction ou de la perte sensible de la diversité biologique à la source et de s'y attaquer,

Notant également que lorsqu'il existe une menace de réduction sensible ou de perte de la diversité biologique, l'absence de certitudes scientifiques totales ne doit pas être invoquée comme raison pour différer les mesures qui permettraient d'en éviter le danger ou d'en atténuer les effets,

Notant en outre que la conservation de la diversité biologique exige essentiellement la conservation *in situ* des écosystèmes et des habitats naturels ainsi que le maintien et la reconstitution de populations viables d'espèces dans leur milieu naturel,

Notant en outre que des mesures *ex situ*, de préférence dans le pays d'origine, revêtent également une grande importance,

Reconnaissant qu'un grand nombre de communautés locales et de populations autochtones dépendent étroitement et traditionnellement des ressources biologiques sur lesquelles sont fondées leurs traditions et qu'il est souhaitable d'assurer le partage équitable des avantages découlant de l'utilisation des connaissances, innovations et pratiques traditionnelles intéressant la conservation de la diversité biologique et l'utilisation durable de ses éléments,

Reconnaissant également le rôle capital que jouent les femmes dans la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et affirmant la nécessité d'assurer leur pleine participation à tous les niveaux aux décisions politiques concernant la conservation de la diversité biologique et à leur application,

Soulignant qu'il importe et qu'il est nécessaire de favoriser la coopération internationale, régionale et mondiale entre les Etats et les organisations intergouvernementales et le secteur non gouvernemental aux fins de conservation de la diversité biologique et de l'utilisation durable de ses éléments,

Reconnaissant que le fait d'assurer des ressources financières nouvelles et additionnelles ainsi qu'un accès satisfaisant aux techniques pertinentes devrait influencer sensiblement sur la mesure dans laquelle le monde sera à même s'attaquer à l'appauvrissement de la diversité biologique,

Reconnaissant en outre que des moyens spéciaux sont nécessaires pour satisfaire les besoins des pays en développement, notamment la fourniture de ressources financières nouvelles et additionnelles ainsi qu'un accès appropriée aux techniques pertinentes,

Notant à cet égard les conditions particulières des pays les moins avancés et des petits Etats insulaires,

Reconnaissant que des investissements importants sont nécessaires pour assurer la conservation de la diversité biologique, dont on peut escompter de nombreux avantages sur les plans environnemental, économique et social,

Reconnaissant que le développement économique et social et l'éradication de la pauvreté sont les premières priorités des pays en développement qui prennent le pas sur toutes les autres,

Conscientes du fait que la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique revêtent la plus haute importance pour la satisfaction des besoins alimentaires, sanitaires et autres de la population de la planète, qui ne cesse de croître, et que l'accès aux ressources génétiques et à la technologie ainsi que leur partage sont de ce fait indispensables,

Notant qu'à terme la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique renforceront les relations amicales entre Etats et contribueront à la paix de l'humanité,

Désireuses d'améliorer et de compléter les arrangements internationaux existant en matière de conservation de la diversité biologique et d'utilisation durable de ses éléments,

Déterminées à conserver et à utiliser durablement la diversité biologique au profit des générations présentes et futures,

Sont convenues de ce qui suit :

Article premier

Objectifs

Les objectifs de la présente Convention, dont la réalisation sera conforme à ses dispositions pertinentes, sont la conservation de la diversité biologique, l'utilisation durable de ses éléments et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques, notamment grâce à un accès satisfaisant aux

Zich bewust van de in het algemeen tekortschietende informatie en kennis aangaande de biologische diversiteit en van de dringende behoefte aan de ontwikkeling van wetenschappelijke, technische en institutionele mogelijkheden waarmee het fundamentele inzicht kan worden verworven dat nodig is om passende maatregelen te kunnen plannen en uitvoeren,

Vaststellende dat het van het hoogste belang is de oorzaken van de aanmerkelijke achteruitgang of verlies van de biologische diversiteit te voorzien, te voorkomen en aan te pakken bij de bron,

Tevens vaststellende dat wanneer er een aanmerkelijke achteruitgang of verlies van de biologische diversiteit dreigt, te voorkomen van volledige wetenschappelijke zekerheid niet mag dienen als grond voor uitsluiting van maatregelen ter voorkoming of beperking van die dreiging.

Voorts vaststellende dat het voornaamste vereiste voor het behoud van de biologische diversiteit bestaat in het behoud *in situ* van ecosystemen en natuurlijke habitats, alsmede in de instandhouding en het herstel van levensvatbare populaties van soorten in hun natuurlijke omgeving,

Eveneens vaststellende dat maatregelen *ex situ*, bij voorkeur in het land van oorsprong, ook van groot belang zijn,

Erkende dat veel autochtone en plaatselijke gemeenschappen van oudsher hoogst afhankelijk zijn van biologische rijkdommen, waarop hun tradities zijn gebaseerd, en dat het wenselijk is de voordelen van de toepassing van traditionele kennis, vernieuwingen en gebruiken betreffende het behoud van de biologische diversiteit en het duurzame gebruik van bestanddelen daarvan, eerlijk te delen,

Tevens erkennende de vitale rol die vrouwen spelen in het behoud en het duurzame gebruik van de biologische diversiteit, en bevestigende de noodzaak van de volledige deelneming van vrouwen op alle niveaus van de beleidsvorming en -uitvoering ter zake van het behoud van de biologische diversiteit,

Onderstrepende het belang en de noodzaak van het bevorderen van internationale, regionale en mondiale samenwerking tussen Staten en intergouvernementele organisaties en de niet-gouvernementele sector met het oog op het behoud van de biologische diversiteit en het duurzame gebruik van bestanddelen daarvan,

Erkende dat het verschaffen van nieuwe en aanvullende financiële middelen en passende toegang tot relevante technologieën van aanzienlijke invloed zou kunnen zijn op de mate waarin de wereld in staat is het verlies van de biologische diversiteit tegen te gaan,

Voorts erkennende dat bijzondere maatregelen noodzakelijk zijn om te voorzien in de behoeften van ontwikkelingslanden, waaronder het verschaffen van nieuwe en aanvullende financiële middelen en passende toegang tot relevante technologieën,

Wijzende in dit verband op de bijzondere omstandigheden van de minst ontwikkelde landen en kleine eilandstaten,

Erkende dat voor het behoud van de biologische diversiteit aanzienlijke investeringen zijn vereist, waarvan een breed scala van voordelen op milieu-, economisch en sociaal gebied mogen worden verwacht,

Erkende dat economische en sociale ontwikkeling en de uitroeiing van armoede de eerste en allerhoogste prioriteiten zijn van ontwikkelingslanden,

Beseffende dat het behoud en het duurzame gebruik van de biologische diversiteit van het hoogste belang is om te kunnen voorzien in de behoeften qua voeding en gezondheid en andere behoeften van de groeiende wereldbevolking, waarvoor de toegang tot en het delen van zowel genetische rijkdommen als technologieën essentieel is,

Vaststellende dat uiteindelijk het behoud en het duurzame gebruik van de biologische diversiteit de vriendschappelijke betrekkingen tussen Staten zullen versterken en zullen bijdragen tot vrede voor de mensheid,

Geleid door de wens bestaande internationale regelingen voor het behoud van de biologische diversiteit en het duurzame gebruik van bestanddelen daarvan te verbeteren en aan te vullen, en

Vastbesloten de biologische diversiteit te behouden en duurzaam te gebruiken ten behoeve van huidige en toekomstige generaties,

Zijn het volgende overeengekomen :

Artikel 1

Doelstellingen

De doelstellingen van dit Verdrag, na te streven in overeenstemming met de desbetreffende bepalingen daarvan, zijn het behoud van de biologische diversiteit, het duurzame gebruik van bestanddelen daarvan en de eerlijke en billijke verdeling van de voordelen voortvloeiende uit het gebruik van genetische rijkdommen, met inbegrip van

ressources génétiques et à un transfert approprié des techniques pertinentes, compte tenu de tous les droits sur ces ressources et aux techniques, et grâce à un financement adéquat.

Article 2

Emploi des termes

Aux fins de la présente Convention, on entend par :

Biotechnologie : toute application technologique qui utilise des systèmes biologiques, des organismes vivants, ou des dérivés de ceux-ci, pour réaliser ou modifier des produits ou des procédés à usage spécifique.

Conditions *in situ* : conditions caractérisées par l'existence de ressources génétiques au sein d'écosystèmes et d'habitats naturels et, dans le cas des espèces domestiquées et cultivées, dans le milieu où se sont développés leurs caractères distinctifs.

Conservation *ex situ* : la conservation d'éléments constitutifs de la diversité biologique en dehors de leur milieu naturel.

Conservation *in situ* : la conservation des écosystèmes et des habitats naturels et le maintien et la reconstitution de populations viables d'espèces dans leur milieu naturel et, dans le cas des espèces domestiquées et cultivées, dans le milieu où se sont développés leurs caractères distinctifs.

Diversité biologique : Variabilité des organismes vivants de toute origine y compris, entre autres, les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques et les complexes écologiques dont ils font partie; cela comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces ainsi que celle des écosystèmes.

Ecosystème : le complexe dynamique formé de communautés de plantes, d'animaux et de micro-organismes et de leur environnement non vivant qui, par leur interaction, forment une unité fonctionnelle.

Espèce domestiquée ou cultivée : toute espèce dont le processus d'évolution a été influencé par l'homme pour répondre à ses besoins.

Habitat : le lieu ou type de site dans lequel un organisme ou une population existe à l'état naturel.

Matériel génétique : le matériel d'origine végétale, animale, microbienne ou autre, contenant des unités fonctionnelles de l'hérédité.

Organisation régionale d'intégration économique : toute organisation constituée par des Etats souverains d'une région donnée, à laquelle ces Etats membres ont transféré des compétences en ce qui concerne les questions régies par la présente Convention et qui a été dûment mandatée, conformément à ses procédures internes, pour signer, ratifier, accepter, approuver ladite Convention ou y adhérer.

Pays d'origine des ressources génétiques : pays qui possède ces ressources génétiques dans des conditions *in situ*.

Pays fournisseur de ressources génétiques : tout pays qui fournit des ressources génétiques récoltées auprès de sources *in situ*, y compris les populations d'espèces sauvages ou domestiquées, ou prélevées auprès de sources *ex situ*, qu'elles soient ou non originaires de ce pays.

Ressources biologiques : les ressources génétiques, les organismes ou éléments de ceux-ci, les populations, ou tout autre élément biotique des écosystèmes ayant une utilisation ou une valeur effectifs ou potentielle pour l'humanité.

Ressources génétiques : le matériel génétique ayant une valeur effectifs ou potentielle.

Technologie : toute technologie y compris la biotechnologie.

Utilisation durable : l'utilisation des éléments constitutifs de la diversité biologique d'une manière et à un rythme qui n'entraînent pas leur appauvrissement à long terme, et sauvegardent ainsi leur potentiel pour satisfaire les besoins et les aspirations des générations présentes et futures.

Zone protégée : toute zone géographiquement délimitée qui est désignée ou réglementée, et gérée en vue d'atteindre des objectifs spécifiques de conservation.

passende toegang tot genetische rijkdommen en passende overdracht van de desbetreffende technologieën, rekening houdend met alle rechten met betrekking tot die rijkdommen en technologieën, en door middel van passende financiering.

Artikel 2

Gebruikte termen:

Voor de toepassing van dit Verdrag wordt verstaan onder :

« **Biotechnologie** » : elke technologische toepassing waarbij biologische systemen, levende organismen, of afleidingen daarvan, worden gebruikt om producten of processen tot stand te brengen of te veranderen voor specifieke doeleinden.

« **In situ-omstandigheden** » : de omstandigheden waaronder genetische rijkdommen voorkomen in ecosystemen en natuurlijke habitats en, in het geval van gedomesticeerde of gecultiveerde soorten, in de omgeving waarin zij hun onderscheidende kenmerken hebben ontwikkeld.

« **Behoud *ex situ*** » : het behoud van bestanddelen van de biologische diversiteit buiten hun natuurlijke habitats.

« **Behoud *in situ*** » : het behoud van ecosystemen en natuurlijke habitats en de instandhouding en het herstel van levensvatbare populaties van soorten in hun natuurlijke omgeving en, in het geval van gedomesticeerde of gecultiveerde soorten, in de omgeving waarin zij hun onderscheidende kenmerken hebben ontwikkeld.

« **Biologische diversiteit** » : de variabiliteit onder levende organismen van allerlei herkomst, met inbegrip van, onder andere, terrestrische, mariene en andere aquatische ecosystemen en de ecologische complexen waarvan zij deel uitmaken; dit omvat mede de diversiteit binnen soorten, tussen soorten en van ecosystemen.

« **Ecosysteem** » : een dynamisch complex van gemeenschappen van planten, dieren en micro-organismen en hun niet-levende omgeving, die in een onderlinge wisselwerking een functionele eenheid vormen.

« **Gedomesticeerde of gecultiveerde soorten** » : soorten waarvan het evolutieproces door de mens is beïnvloed om in zijn behoeften te voorzien.

« **Habitat** » : de plaats of het soort gebied waar een organisme of populatie van nature voorkomt.

« **Genetisch materiaal** » : alle materiaal van plantaardige, dierlijke, microbische of andere oorsprong dat functionele eenheden van de erfelijkheid bevat.

« **Regionale organisatie voor economische integratie** » : een door soevereine Staten in een bepaalde regio opgerichte organisatie, waaraan haar lidstaten bevoegdheden hebben overgedragen ten aanzien van de in dit Verdrag geregelde aangelegenheden en die, in overeenstemming met haar interne procedures, gemachtigd is dit Verdrag te bekrachtigen, te aanvaarden, goed te keuren, dan wel hiertoe toe te treden.

« **Land van oorsprong van genetische rijkdommen** » : het land dat die genetische rijkdommen bezit onder *in situ*-omstandigheden.

« **Land dat genetische rijkdommen levert** » : het land dat genetische rijkdommen levert, verkregen uit *in situ*-bronnen, met inbegrip van populaties van zowel wilde als gedomesticeerde soorten, dan wel verkregen uit *ex situ*-bronnen, ongeacht of deze hun oorsprong hebben in dat land.

« **Biologische rijkdommen** » : genetische rijkdommen, organismen of delen daarvan, populaties, of enig ander biotisch bestanddeel van ecosystemen met een feitelijke of potentiële waarde of nut voor de mensheid.

« **Genetische rijkdommen** » : genetisch materiaal van feitelijke of potentiële waarde.

« **Technologie** » : alle technologie, met inbegrip van de biotechnologie.

« **Duurzaam gebruik** » : het gebruik van bestanddelen van de biologische diversiteit op een wijze en in een tempo die niet leiden tot achteruitgang van de biologische diversiteit op de lange termijn, aldus in stand houdend het vermogen daarvan om te voorzien in de behoeften en te beantwoorden aan de verwachtingen van huidige en toekomstige generaties.

« **Beschermd gebied** » : een geografisch bepaald gebied dat wordt aangewezen of gereguleerd en beheerd ter verwezenlijking van specifieke doeleinden aangaande behoud.

Article 3

Principe

Conformément à la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international, les Etats ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique d'environnement et ils ont le devoir de faire en sorte que les activités exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle ne causent pas de dommage à l'environnement dans d'autres Etats ou dans des régions ne relevant d'aucune juridiction nationale.

Article 4

Camp d'application

Sous réserve des droits des autres Etats et sauf disposition contraire expresse de la présente convention, les dispositions de la Convention s'appliquent à chacune des Parties contractantes :

a) Lorsqu'il s'agit des éléments de la diversité biologique des zones situées dans les limites de sa juridiction nationale;

b) Lorsqu'il s'agit des processus et activités qui sont réalisés sous sa juridiction ou son contrôle, que ce soit à l'intérieur de la zone relevant de sa juridiction nationale ou en dehors des limites de sa juridiction nationale, indépendamment de l'endroit où ces processus et activités produisent leurs effets.

Article 5

Coopération

Chaque Partie contractante, dans la mesure du possible et selon qu'il conviendra, coopère avec d'autres Parties contractantes, directement ou, le cas échéant, par l'intermédiaire d'organisations internationales compétentes, dans des domaines ne relevant pas de la juridiction nationale et dans d'autres domaines d'intérêt mutuel, pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique.

Article 6

Mesures générale en vue de la conservation et de l'utilisation durable

Chacune des Parties contractantes, en fonction des conditions et moyens qui lui sont propres :

a) Elabore des stratégies, plans ou programmes nationaux tendant à assurer la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique ou adapte à cette fin ses stratégies, plans ou programmes existants qui tiendront compte, entre autres, des mesures énoncées dans la présente Convention qui la concernent;

b) Intègre, dans toute la mesure possible et comme il convient, la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans ses plans, programmes et politiques sectoriels ou intersectoriels pertinents.

Article 7

Identification et surveillance

Chaque Partie contractante, dans la mesure du possible et selon qu'il conviendra, notamment aux fins des articles 8 à 10 :

a) Identifie les éléments constitutifs de la diversité biologique importants pour sa conservation et son utilisation durable, en tenant compte de la liste indicative de catégories figurant à l'annexe I.

b) Surveille par prélèvement d'échantillons et d'autres techniques, les éléments constitutifs de la diversité biologique identifiés en application de l'alinéa a) ci-dessus, et prête une attention particulière à ceux qui doivent d'urgence faire l'objet de mesures de conservation ainsi qu'à ceux qui offrent le plus de possibilités en matière d'utilisation durable;

c) Identifie les processus et catégories d'activités qui ont ou risquent d'avoir une influence défavorable sensible sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et surveille leurs effets par prélèvement d'échantillons et d'autres techniques.

d) Conserve et structure à l'aide d'un système les données résultant des activités d'identification et de surveillance entreprises conformément aux alinéas a), b) et c) ci-dessus.

Artikel 3

Beginsel

Staten hebben, in overeenstemming met het Handvest van de Verenigde Naties en de beginselen van internationaal recht, het soevereine recht hun eigen hulpbronnen te exploiteren overeenkomstig hun eigen milieubeleid, alsook de verantwoordelijkheid te verzekeren dat activiteiten die binnen hun rechtsmacht of onder hun toezicht vallen, geen schade aanrichten aan het milieu van andere Staten of van gebieden die onder geen enkele nationale rechtsmacht vallen.

Artikel 4

Werkingsfeer

Behoudens de rechten van andere Staten en tenzij; in dit Verdrag uitdrukkelijk anders is bepaald, zijn de bepalingen van dit Verdrag van toepassing ten aanzien van elke Verdragsluitende Partij :

a) op bestanddelen van de biologische diversiteit in gebieden gelegen binnen de grenzen van haar nationale rechtsmacht en

b) op processen en activiteiten, uitgevoerd onder haar rechtsmacht of toezicht, in gebieden gelegen binnen de grenzen van haar nationale rechtsmacht dan wel in gebieden die niet onder haar nationale rechtsmacht vallen, ongeacht waar de gevolgen van die processen of activiteiten zich voordoen.

Artikel 5

Samenwerking

Elke Verdragsluitende Partij werkt, voor zover mogelijk en passend samen met andere Verdragsluitende Partijen, hetzij rechtstreeks hetzij, waar passend, via bevoegde internationale organisaties, ten aanzien van gebieden die onder geen enkele nationale rechtsmacht vallen en met betrekking tot andere aangelegenheden van wederzijds belang, ten behoeve van het behoud en het duurzame gebruik van de biologische diversiteit.

Artikel 6

Algemene maatregelen tot behoud en duurzaam gebruik

Elke Verdragsluitende Partij dient in overeenstemming met haar eigen omstandigheden en mogelijkheden :

a) nationale strategieën, plannen of programma's voor het behoud en het duurzame gebruik van de biologische diversiteit te ontwikkelen, of de bestaande strategieën, plannen of programma's daartoe aan te passen, daarbij, onder andere, de op haar betrekking hebbende in dit Verdrag genoemde maatregelen in aanmerking nemend; en

b) voor zover mogelijk en passend, het behoud en het duurzame gebruik van de biologische diversiteit op te nemen in de desbetreffende op één of meerdere sectoren betrekking hebbende plannen, programma's en beleidslijnen.

Artikel 7

Inventarisatie en toezicht

Elke Verdragsluitende Partij dient, voor zover mogelijk en passend, in het bijzonder met het oog op de toepassing van de artikelen 8 en 10 :

a) de bestanddelen van de biologische diversiteit die van belang zijn voor het behoud en het duurzame gebruik ervan te inventariseren aan de hand van de in Bijlage I gegeven indicatieve lijst;

b) de overeenkomstig letter a) geïnventariseerde bestanddelen van de biologische diversiteit onder toezicht te houden, door middel van monsterneming en andere technieken, daarbij bijzondere aandacht schenkend aan die bestanddelen die dringend maatregelen tot behoud vereisen en die welke de meeste mogelijkheden bieden voor duurzaam gebruik;

c) processen en categorieën activiteiten te inventariseren die aanmerkelijke nadelige gevolgen hebben of zouden kunnen hebben voor het behoud en het duurzame gebruik van de biologische diversiteit, en hun gevolgen onder toezicht te houden door middel van monsterneming en andere technieken; en

d) de gegevens verkregen uit de inventarisatie en het toezicht ingevolge de letters a, b en c te bewaren en te structureren met behulp van een systeem.

Article 8

Conservation *in situ*

Chaque Partie contractante, dans la mesure du possible et selon qu'il conviendra :

a) Etablit un système de zones protégées ou de zones où des mesures spéciales doivent être prises pour conserver la diversité biologique;

b) Elabore, si nécessaire, des lignes directrices pour le choix, la création et la gestion de zones protégées ou de zones où des mesures spéciales doivent être prises pour conserver la diversité biologique;

c) Réglemente ou gère les ressources biologiques présentant une importance pour la conservation de la diversité biologique à l'intérieur comme à l'extérieur des zones protégées afin d'assurer leur conservation et leur utilisation durable;

d) Favorise la protection des écosystèmes et des habitats naturels, ainsi que le maintien de populations viables d'espèces dans leur milieu naturel;

e) Promeut un développement durable et écologiquement rationnel dans les zones adjacentes aux zones protégées en vue de renforcer la protection de ces dernières;

f) Remet en état et restaure les écosystèmes dégradés et favorise la reconstitution des espèces menacées moyennant, entre autres, l'élaboration et l'application de plans ou autres stratégies de gestion;

g) Met en place ou maintient des moyens pour réglementer, gérer ou maîtriser les risques associés à l'utilisation et à la libération d'organismes vivants et modifiés résultant de la biotechnologie qui risquent d'avoir sur l'environnement des impacts défavorables qui pourraient influencer sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu également des risques pour la santé humaine;

h) Empêche d'introduire, contrôle ou éradique les espèces exotiques qui menacent des écosystèmes, des habitats ou des espèces;

i) S'efforce d'instaurer les conditions nécessaires pour assurer la compatibilité entre les utilisations actuelles et la conservation de la diversité biologique et l'utilisation durable de ses éléments constitutifs;

j) Sous réserve des dispositions de sa législation nationale, respecte, préserve et maintient les connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales qui incarnent des modes de vie traditionnels présentant un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et en favorise l'application sur une plus grande échelle, avec l'accord et la participation des dépositaires de ces connaissances, innovations et pratique et encourage le partage équitable des avantages découlant de l'utilisation de ces connaissances, innovations et pratiques;

k) Formule ou maintient en vigueur les dispositions législatives et autres dispositions réglementaires nécessaires pour protéger les espèces et populations menacées;

l) Lorsqu'un effet défavorable important sur la diversité biologique a été déterminé conformément à l'article 7, réglemente ou gère les processus pertinents ainsi que les catégories d'activités;

m) Coopère à l'octroi d'un appui financier et autre pour la conservation *in situ* visée aux alinéas a) à l) ci-dessus, notamment aux pays en développement.

Article 9

Conservation *ex situ*

Chaque Partie contractante, dans la mesure du possible et selon qu'il conviendra, et au premier chef afin de compléter les mesures de conservation *in situ* :

a) Adopte des mesures pour conserver *ex situ* des éléments constitutifs de la diversité biologique, de préférence dans le pays d'origine de ces éléments;

b) Met en place et entretient des installations de conservation *ex situ* et de recherche pour les plantes, les animaux et les micro-organismes, de préférence dans le pays d'origine des ressources génétiques;

c) Adopte des mesures en vue d'assurer la reconstitution et la régénération des espèces menacées et la réintroduction de ces espèces dans leur habitat naturel dans de bonnes conditions;

Artikel 8

Behoud *in situ*

Elke Verdragsluitende Partij dient, voor zover mogelijk en passend :

a) een stelsel in te stellen van beschermde gebieden of gebieden waarin bijzondere maatregelen moeten worden genomen om de biologische diversiteit te behouden;

b) indien nodig richtlijnen op te stellen voor de keuze, de instelling en het beheer van beschermde gebieden of gebieden waarin bijzondere maatregelen moeten worden genomen om de biologische diversiteit te behouden;

c) biologische rijkdommen die van belang zijn voor het behoud van de biologische diversiteit te reguleren of te beheren, zowel binnen als buiten beschermde gebieden, teneinde zorg te dragen voor het behoud en het duurzame gebruik daarvan;

d) de bescherming van ecosystemen en natuurlijke habitats, alsmede de instandhouding van levensvatbare populaties van soorten in hun natuurlijke omgeving te bevorderen;

e) een ecologisch verantwoorde en duurzame ontwikkeling te bevorderen in gebieden die grenzen aan beschermde gebieden, teneinde de bescherming van die gebieden te verbeteren;

f) aangetaste ecosystemen te rehabiliteren en te herstellen en het herstel van bedreigde soorten te bevorderen, onder andere door middel van het ontwikkelen en uitvoeren van plannen en andere beheersstrategieën;

g) middelen te verschaffen of te handhaven voor het reguleren, beheer en/of beheersen van de risico's verbonden aan het gebruik en het vrijkomen van veranderde levende organismen, voortgekomen uit de biotechnologie, die nadelige milieu-effecten zouden kunnen hebben die van invloed kunnen zijn op het behoud en het duurzame gebruik van de biologische diversiteit, daarbij tevens rekening houdend met de risico's voor de gezondheid van de mens;

h) de binnenkomst van uitheemse soorten die bedreigend zijn voor eco-systemen, habitats of soorten te voorkomen, dan wel deze te beheersen of uit te roeien;

i) ernaar te streven de voorwaarden te scheppen die nodig zijn voor de verenigbaarheid van het huidige gebruik met het behoud van de biologische diversiteit en het duurzame gebruik van bestanddelen daarvan;

j) met inachtneming van haar nationale wetgeving de kennis, vernieuwingen en gebruiken van autochtone en plaatselijke gemeenschappen te eerbiedigen, te beschermen en in stand te houden, waarop hun tradities zijn gebaseerd die van belang zijn voor het behoud en het duurzame gebruik van de biologische diversiteit, en de toepassing daarvan op grotere schaal te bevorderen, met de instemming en deelneming van de dragers van die kennis, vernieuwingen en gebruiken, en de eerlijke verdeling van de voordelen van de toepassing van die kennis, vernieuwingen en gebruiken te stimuleren;

k) de wetgeving en/of andere regelgeving te ontwikkelen of te handhaven die nodig is voor de bescherming van bedreigde soorten en populaties;

l) wanneer aanmerkelijke nadelige gevolgen voor de biologische diversiteit zijn vastgesteld overeenkomstig artikel 7, de desbetreffende processen en categorieën activiteiten te reguleren of te beheersen; en

m) samen te werken bij de verstrekking van financiële en andere steun voor het behoud *in situ* als bedoeld in de letters a tot en met l, met name aan ontwikkelingslanden

Artikel 9

Behoud *ex situ*

Elke Verdragsluitende Partij dient, voor zover mogelijk en passend en hoofdzakelijk ter aanvulling van de maatregelen voor behoud *in situ* :

a) maatregelen aan te nemen voor het behoud *ex situ* van bestanddelen van de biologische diversiteit, bij voorkeur in het land van oorsprong van die bestanddelen;

b) voorzieningen voor behoud *ex situ* en onderzoek met betrekking tot planten dieren en micro-organismen te treffen en te handhaven, bij voorkeur in het land van oorsprong van de genetische rijkdommen;

c) maatregelen aan te nemen voor het herstel en de rehabilitatie van bedreigde soorten en voor de terugkeer naar hun natuurlijke habitats onder geschikte omstandigheden;

d) Réglemente et gère la collecte des ressources biologiques dans les habitats naturels aux fins de la conservation *ex situ* de manière à éviter que soient menacés les écosystèmes et les populations d'espèces *in situ*, excepté lorsque des mesures *ex situ* particulières sont temporairement nécessaires, conformément à l'alinéa c) ci-dessus;

e) Coopère à l'octroi d'un appui financier et autre pour la conservation *ex situ* visée aux alinéas a) à d) ci-dessus, et à la création et au maintien de moyens de conservation *ex situ* dans les pays en développement.

Article 10

Utilisation durable des éléments constitutifs de la diversité biologique

Chaque Partie contractante, dans la mesure du possible et selon qu'il conviendra :

a) Intègre les considérations relatives à la conservation et à l'utilisation durable des ressources biologiques dans le processus décisionnel national;

b) Adopte des mesures concernant l'utilisation des ressources biologiques pour éviter ou atténuer les effets défavorables sur la diversité biologique;

c) Protège et encourage l'usage coutumier des ressources biologiques conformément aux pratiques culturelles traditionnelles compatibles avec les impératifs de leur conservation ou de leur utilisation durable;

d) Aide les populations locales à concevoir et à appliquer des mesures correctives dans les zones dégradées où la diversité biologique a été appauvrie;

e) Encourage ses pouvoirs publics et son secteur privé à coopérer pour mettre au point des méthodes favorisant l'utilisation durable des ressources biologiques.

Article 11

Mesures d'incitation

Chaque Partie contractante adopte, dans la mesure du possible et selon qu'il conviendra, des mesures économiquement et socialement rationnelles incitant à conserver et à utiliser durablement les éléments constitutifs de la diversité biologique.

Article 12

Recherche et formation

Les Parties contractantes, tenant compte des besoins particuliers des pays en développement :

a) Mettent en place et poursuivent des programmes d'éducation et de formation scientifiques et techniques pour identifier et conserver la diversité biologique et ses éléments constitutifs et en assurer l'utilisation durable, et apportent un appui à l'éducation et à la formation répondant aux besoins particuliers des pays en développement;

b) Favorisent et encouragent la recherche qui contribue à conserver la diversité biologique et à assurer l'utilisation durable, en particulier dans les pays en développement, en se conformant entre autres aux décisions de la Conférence des Parties faisant suite aux recommandations de l'organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques;

c) Conformément aux dispositions des articles 16, 18 et 20, encouragent l'exploitation des progrès de la recherche scientifique sur la diversité biologique pour mettre au point des méthodes de conservation et d'utilisation durable des ressources biologiques, et coopèrent à cet effet;

Article 13

Éducation et sensibilisation du public

Les Parties contractantes :

a) Favorisent et encouragent une prise de conscience de l'importance de la conservation de la diversité biologique et des mesures nécessaires à cet effet et en assurent la promotion par les médias, ainsi que la prise en compte de ces questions dans les programmes d'enseignement;

b) Coopèrent, selon qu'il conviendra, avec d'autres États et des organisations internationales, pour mettre au point des programmes d'éducation et de sensibilisation du public concernant la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique.

d) de vergaring van biologische rijkdommen uit natuurlijke habitats ten behoeve van behoud *ex situ* zodanig te reguleren en te beheersen, dat ecosystemen en populaties van soorten *in situ* niet worden bedreigd, behalve wanneer bijzondere tijdelijke maatregelen tot behoud *ex situ* zijn vereist ingevolge letter c, en

e) samen te werken bij de verstrekking van financiële en andere steun voor het behoud *ex situ* als bedoeld in de letters a tot en met d en bij het treffen en handhaven van voorzieningen voor behoud *ex situ* in ontwikkelingslanden.

Artikel 10

Duurzaam gebruik van bestanddelen van de biologische diversiteit:

Elke Verdragsluitende Partij dient, voor zover mogelijk en passend :

a) in de nationale besluitvorming aandacht te schenken aan het behoud en het duurzame gebruik van biologische rijkdommen;

b) maatregelen aan te nemen met betrekking tot het gebruik van biologische rijkdommen, teneinde nadelige gevolgen voor de biologische diversiteit te voorkomen of te beperken;

c) het op de gewoonte stoelende gebruik van biologische rijkdommen in overeenstemming met traditionele culturele gebruiken die verenigbaar zijn met de vereisten van behoud of van duurzaam gebruik, te beschermen en te stimuleren;

d) de plaatselijke bevolking te steunen bij het ontwerpen en uitvoeren van herstelmaatregelen in aangetaste gebieden waarin de biologische diversiteit is achteruitgegaan; en

e) de samenwerking tussen haar overheidsinstellingen en de particuliere sector te bevorderen bij het ontwikkelen van methoden voor duurzaam gebruik van biologische rijkdommen.

Artikel 11

Stimuleringsmaatregelen

Elke Verdragsluitende Partij dient, voor zover mogelijk en passend, economisch en sociaal verantwoorde maatregelen te nemen die het behoud en het duurzame gebruik van bestanddelen van de biologische diversiteit stimuleren.

Artikel 12

Onderzoek en opleiding

De Verdragsluitende Partijen dienen, rekening houdend met de bijzondere behoeften van de ontwikkelingslanden :

a) programma's op te zetten en in stand te houden voor wetenschappelijke en technische opleiding en onderwijs op het gebied van maatregelen tot inventarisatie, behoud en duurzaam gebruik van de biologische diversiteit en bestanddelen daarvan, en steun te bieden voor die opleiding en dat onderwijs, toegesneden op de bijzondere behoeften van de ontwikkelingslanden;

b) onderzoek te bevorderen en te stimuleren dat bijdraagt tot het behoud en het duurzame gebruik van de biologische diversiteit, in het bijzonder in de ontwikkelingslanden, onder andere in overeenstemming met de besluiten van de Conferentie van de Partijen naar aanleiding van aanbevelingen van het hulporgaan voor wetenschappelijk, technisch en technologisch advies; en

c) met inachtneming van de bepalingen van de artikelen 16, 18 en 20, de gebruikmaking van de geboekte vooruitgang in het wetenschappelijk onderzoek op het gebied van de biologische diversiteit te bevorderen bij het ontwikkelen van methoden voor het behoud en het duurzame gebruik van biologische rijkdommen, en daartoe samen te werken.

Artikel 13

Voorlichting en bewustmaking

De Verdragsluitende Partijen dienen :

a) het besef van het belang van het behoud van de biologische diversiteit, en de daartoe benodigde maatregelen, alsook het propageren daarvan via de media en het opnemen van deze thema's in de onderwijsprogramma's, te bevorderen en te stimuleren; en

b) samen te werken, indien passend, met andere Staten en internationale organisaties bij het ontwikkelen van voorlichtings- en bewustmakingsprogramma's met betrekking tot het behoud en het duurzame gebruik van de biologische diversiteit.

Article 14

Etudes d'impact et réduction des effets nocifs

1. Chaque Partie contractante, dans la mesure du possible et selon qu'il conviendra :

a) Adopte des procédures permettant d'exiger l'évaluation des impacts sur l'environnement des projets qu'elle a proposés et qui sont susceptibles de nuire sensiblement à la diversité biologique en vue d'éviter et de réduire au minimum de tels effets, et, s'il y a lieu permet au public de participer à ces procédures;

b) Prend les dispositions voulues pour qu'il soit dûment tenu compte des effets sur l'environnement de ses programmes et politiques susceptibles de nuire sensiblement à la diversité biologique;

c) Encourage, sur une base de réciprocité, la notification, l'échange de renseignements et les consultations au sujet des activités relevant de sa juridiction ou de son autorité et susceptibles de nuire sensiblement à la diversité biologique d'autres Etats ou de zones situées hors des limites de la juridiction nationale, en encourageant la conclusion d'accords bilatéraux, régionaux ou multilatéraux, selon qu'il conviendra;

d) Dans le cas d'un danger ou d'un dommage imminent ou grave trouvant son origine sous sa juridiction ou son contrôle et menaçant la diversité biologique dans une zone relevant de la juridiction d'autres Etats ou dans des zones situées, en dehors des limites de la juridiction des Etats, en informe immédiatement les Etats susceptibles d'être touchés par ce danger ou ce dommage, et prend les mesures propres à prévenir ce danger ou ce dommage ou à en atténuer autant que possible les effets;

e) Facilite les arrangements nationaux aux fins de l'adoption de mesures d'urgence au cas où des activités ou des événements, d'origine naturelle ou autre, présenteraient un danger grave ou imminent pour la diversité biologique, et encourage la coopération internationale en vue d'étayer ces efforts nationaux et, selon qu'il est approprié et comme en conviennent les Etats ou les organisations régionales d'intégration économique concernés, en vue d'établir des plans d'urgence communs;

2. La Conférence des Parties examine, sur la base des études qui seront entreprises, la question de la responsabilité et de la réparation, y compris la remise en état et l'indemnisation pour dommages causés à la diversité biologique, sauf si cette responsabilité est d'ordre strictement interne.

Article 15

Accès aux ressources génétiques

1. Etant donné que les Etats ont droit de souveraineté sur leurs ressources naturelles, le pouvoir de déterminer l'accès aux ressources génétiques appartient aux gouvernements et est régi par la législation nationale.

2. Chaque Partie contractante s'efforce de créer les conditions propres à faciliter l'accès aux ressources génétiques aux fins d'utilisation écologiquement rationnelle par d'autres Parties contractantes et de ne pas imposer de restrictions allant à l'encontre des objectifs de la présente Convention.

3. Aux fins de la présente Convention, on entend par ressources génétiques fournies par une Partie contractante, et dont il est fait mention dans le présent article et aux articles 16 et 19 ci-après, exclusivement les ressources qui sont fournies par des Parties contractantes qui sont des pays d'origine de ces ressources ou par des Parties qui les ont acquises conformément à la présente Convention.

4. L'accès, lorsqu'il est accordé, est régi par des conditions convenues d'un commun accord et est soumis aux dispositions du présent article.

5. L'accès aux ressources génétiques est soumis au consentement préalable donné en connaissance de cause de la Partie contractante qui fournit lesdites ressources, sauf décision contraire de cette Partie.

6. Chaque Partie contractante s'efforce de développer et d'effectuer des recherches scientifiques fondées sur les ressources génétiques fournies par d'autres Parties contractantes avec la pleine participation de ces Parties et, dans la mesure du possible, sur leur territoire.

Artikel 14

Effectrapportage en beperking van de nadelige gevolgen

1. Elke Verdragsluitende Partij dient, voor zover mogelijk en passend :

a) passende procedures in te voeren die een milieu-effectrapportage voorschrijven betreffende haar voorgenomen projecten die aanmerkelijke nadelige gevolgen zouden kunnen hebben voor de biologische diversiteit, teneinde deze gevolgen te verminderen of tot een minimum te beperken en die, indien passend, het mogelijk maken het publiek aan die procedures te laten deelnemen;

b) passende regelingen te treffen om te verzekeren dat naar behoren rekening wordt gehouden met de milieu-effecten van haar programma's en beleidslijnen die nadelige gevolgen zouden kunnen hebben voor de biologische diversiteit;

c) op basis van wederkerigheid kennisgeving, informatie-uitwisseling en overleg te bevorderen aangaande activiteiten onder haar rechtsmacht of toezicht die aanmerkelijke nadelige gevolgen zouden kunnen hebben voor de biologische diversiteit van andere Staten of van gebieden die onder geen enkele nationale rechtsmacht vallen door het sluiten van bilaterale, regionale of multilaterale regelingen waar passend, te stimuleren;

d) in geval van dreigend of ernstig gevaar of dreigende of ernstige schade, ontstaan onder haar rechtsmacht of toezicht, voor o.a. aan de biologische diversiteit in een gebied onder de rechtsmacht van andere Staten of in gebieden die onder geen enkele nationale rechtsmacht vallen, onmiddellijk de mogelijk getroffen Staten van dat gevaar of die schade in kennis te stellen, alsmede actie te ondernemen om dat gevaar of die schade te voorkomen of tot een minimum te beperken; en

e) nationale regelingen te bevorderen voor het treffen van nood-, maatregelen in geval van activiteiten of voorvallen, ongeacht of deze een natuurlijke of andere oorzaak hebben, die een ernstig of dreigend gevaar vormen voor de biologische diversiteit, en de internationale samenwerking in aansluiting op die nationale inspanningen te stimuleren, en, waar passend en voor zover overeengekomen door de betrokken Staten of regionale organisaties voor economische integratie, gezamenlijke rampenplannen op te stellen.

2. De Conferentie van de Partijen bestudeert, op basis van te verrichten studies, het vraagstuk van aansprakelijkheid en schadeloosstelling, met inbegrip van herstel en vergoeding, voor schade aan de biologische diversiteit, behalve indien die aansprakelijkheid een zuiver interne aangelegenheid is.

Artikel 15

Toegang tot genetische rijkdommen

1. Gelet op de soevereine rechten van Staten met betrekking tot hun natuurlijke rijkdommen, berust de bevoegdheid om de toegang tot genetische rijkdommen te bepalen bij de nationale regeringen en wordt deze geregeld in de nationale wetgeving.

2. Elke Verdragsluitende Partij streeft ernaar de voorwaarden te scheppen voor het vergemakkelijken van de toegang tot genetische rijkdommen voor in milieu-opzicht verantwoorde gebruiksdoeleinden van andere Verdragsluitende Partijen, en geen beperkingen op te leggen die indruisen tegen de doelstellingen van dit Verdrag.

3. Voor de toepassing van dit Verdrag wordt onder door een Verdragsluitende Partij geleverde genetische rijkdommen, als bedoeld in dit artikel en in de artikelen 16 en 19, slechts verstaan genetische rijkdommen die worden geleverd door Verdragsluitende Partijen die landen van oorsprong van die rijkdommen zijn of door de Partijen die de genetische rijkdommen hebben verkregen in overeenstemming met dit Verdrag.

4. Wanneer toegang wordt verleend, dient zulks te geschieden op onderling overeengekomen voorwaarden en met inachtneming van de bepalingen van dit artikel.

5. De toegang tot genetische rijkdommen is afhankelijk van de vooraf op basis van aanmelding, gegeven instemming van de Partij die de rijkdommen levert, tenzij die Partij anders beslist.

6. Elke Verdragsluitende Partij streeft ernaar wetenschappelijk onderzoek te ontwikkelen en uit te voeren op basis van genetische rijkdommen die zijn geleverd door andere Verdragsluitende Partijen zulks met volledige deelneming van die Verdragsluitende Partijen en indien mogelijk, op hun grondgebied.

7. Chaque Partie contractante prend les mesures législatives, administratives ou de politique générale appropriées, conformément aux articles 16 et 19, le cas échéant, par le biais du mécanisme de financement créé en vertu des articles 20 et 21, pour assurer le partage juste et équitable des résultats de la recherche et de la mise en valeur ainsi que des avantages résultant de l'utilisation commerciale et autre des ressources génétiques avec la Partie contractante qui fournit ces ressources. Ce partage s'effectue selon des modalités mutuellement convenues.

Article 16

Accès à la technologie et transfert de technologie

1. Chaque Partie contractante, reconnaissant que la technologie incluant la biotechnologie, et que l'accès à la technologie et le transfert de celle-ci entre Parties contractantes sont des éléments essentiels à la réalisation des objectifs de la présente Convention s'engage, sous réserve des dispositions du présent article, à assurer et/ou à faciliter à d'autres Parties contractantes l'accès aux technologies nécessaires à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique, ou utilisant les ressources génétiques sans causer de dommages sensibles à l'environnement, et le transfert desdites technologies.

2. L'accès à la technologie et le transfert de celle-ci, tels que visés au paragraphe 1 ci-dessus, sont assurés et/ou facilités pour ce qui concerne les pays en développement à des conditions justes et les plus favorables, y compris à des conditions de faveur et préférentielles s'il en est ainsi mutuellement convenu, et selon que de besoin conformément aux mécanismes financiers établis aux termes des articles 20 et 21. Lorsque les technologies font l'objet de brevets et autres droits de propriété intellectuelle, l'accès et le transfert sont assurés selon des modalités qui reconnaissent les droits de propriété intellectuelle et sont compatibles avec leur protection adéquate et effective. L'application du présent paragraphe sera conforme aux dispositions des paragraphes 3, 4 et 5 ci-après.

3. Chaque Partie contractante prend, comme il convient, les mesures législatives, administratives ou de politique générale voulues pour que soit assuré aux Parties contractantes qui fournissent des ressources génétiques, en particulier celles qui sont des pays en développement, l'accès à la technologie utilisant ces ressources et le transfert de ladite technologie selon des modalités mutuellement convenues, y compris à la technologie protégée par des brevets et autres droits de propriété intellectuelle, le cas échéant par le biais des dispositions des articles 20 et 21, dans le respect du droit international et conformément aux paragraphes 4 et 5 ci-après.

4. Chaque Partie contractante prend, comme il convient, les mesures législatives, administratives, ou de politique générale, voulues pour que le secteur privé facilite l'accès à la technologie visée au paragraphe 1 ci-dessus, sa mise au point conjointe et son transfert au bénéfice tant des institutions gouvernementales que du secteur privé des pays en développement et, à cet égard, se conforme aux obligations énoncées aux paragraphes 1, 2 et 3 ci-dessus.

5. Les Parties contractantes, reconnaissant que les brevets et autres droits de propriété intellectuelle peuvent avoir une influence sur l'application de la Convention, coopèrent à cet égard sans préjudice des législations nationales et du droit international pour assurer que ces droits s'exercent à l'appui et non à l'encontre de ses objectifs.

Article 17

Echange d'informations

1. Les Parties contractantes facilitent l'échange d'informations, provenant de toutes les sources accessibles au public, intéressant la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique en tenant compte des besoins spéciaux des pays en développement.

2. Cet échange comprend l'échange d'informations sur les résultats des recherches techniques, scientifiques et socio-économiques ainsi que d'informations sur les programmes de formation et d'études, les connaissances spécialisées et les connaissances autochtones et traditionnelles en tant que telles ou associées aux technologies visées au paragraphe 1 de l'article 16. Cet échange comprend aussi, lorsque c'est possible, le rapatriement des informations.

7. Elke Verdragsluitende Partij neemt maatregelen van wetgevende of bestuurlijke aard, dan wel beleidsmaatregelen, waar passend, in overeenstemming met de artikelen 16 en 19 en, waar noodzakelijk, via het krachtens de artikelen 20 en 21 ingestelde financiële mechanisme, teneinde te bewerkstelligen dat de resultaten van onderzoek en ontwikkeling en de voordelen van het commercieel of ander gebruik van de genetische rijkdommen op eerlijke en billijke wijze worden gedeeld met de Verdragsluitende Partij die de rijkdommen levert. Deze verdeling geschiedt op grond van onderling overeengekomen voorwaarden.

Artikel 16

Toegang tot en overdracht van technologie

1. Elke Verdragsluitende Partij, erkennende dat technologie mede biotechnologie omvat, en dat zowel de toegang tot als de overdracht van technologie onder de Verdragsluitende Partijen essentiële elementen zijn voor de verwezenlijking van de doelstellingen van dit Verdrag, verplicht zich ertoe, met inachtneming van de bepalingen van dit artikel, te verschaffen en/of te vergemakkelijken, ten gunste van andere Verdragsluitende Partijen, de toegang tot en de overdracht van technologieën die van belang zijn voor het behoud en het duurzame gebruik van de biologische diversiteit of voor de gebruikmaking van genetische rijkdommen zonder aanzienlijke schade aan het milieu aan te richten.

2. De toegang tot en de overdracht van technologie als bedoeld in het eerste lid ten gunste van ontwikkelingslanden worden verschaft en/of vergemakkelijkt onder billijke en de gunstigste voorwaarden, met inbegrip van concessionele en preferentiële voorwaarden indien onderling overeengekomen, en, indien noodzakelijk, in overeenstemming met het krachtens de artikelen 20 en 21 ingestelde financiële mechanisme. Wanneer ten aanzien van de technologie octrooien en andere rechten met betrekking tot de intellectuele eigendom bestaan, worden bedoelde toegang en overdracht verschaft onder voorwaarden die een erkenning inhouden van de rechten met betrekking tot de intellectuele eigendom en verenigbaar zijn met een adequate en effectieve bescherming daarvan. De toepassing van dit lid dient in overeenstemming te zijn met het derde, vierde en vijfde lid.

3. Elke Verdragsluitende Partij neemt maatregelen van wetgevende of bestuurlijke aard, dan wel beleidsmaatregelen, waar passend, opdat ten gunste van Verdragsluitende Partijen, in het bijzonder die welke ontwikkelingslanden zijn, die genetische rijkdommen leveren, de toegang tot en de overdracht van technologie die van die rijkdommen gebruik maakt wordt verschaft, zulks onder onderling overeengekomen voorwaarden, met inbegrip van technologie die is beschermd met octrooien en andere rechten met betrekking tot de intellectuele eigendom, indien noodzakelijk met behulp van de bepalingen van de artikelen 20 en 21 en met inachtneming van het internationale recht en, in overeenstemming met het vierde en vijfde lid.

4. Elke Verdragsluitende Partij neemt maatregelen van wetgevende en bestuurlijke aard, dan wel beleidsmaatregelen, waar passend, opdat de particuliere sector de toegang tot, de gezamenlijke ontwikkeling en de overdracht van de in het eerste lid bedoelde technologie vergemakkelijkt ten gunste van zowel overheidsinstellingen als de particuliere sector in ontwikkelingslanden, en houdt zich daarbij aan de in het eerste, tweede en derde lid genoemde verplichtingen.

5. De Verdragsluitende Partijen, erkennende dat octrooien en andere rechten met betrekking tot de intellectuele eigendom van invloed kunnen zijn op de toepassing van dit Verdrag, werken in dit opzicht samen, met inachtneming van de nationale wetgeving en het internationale recht, teneinde te waarborgen dat deze rechten bevorderlijk zijn voor en niet indruisen tegen de doelstellingen van het Verdrag.

Artikel 17

Uitwisseling van informatie

1. De Verdragsluitende Partijen vergemakkelijken de uitwisseling van informatie uit alle algemeen toegankelijke bronnen die betrekking heeft op het behoud en het duurzame gebruik van de biologische diversiteit, rekening houdend met de bijzondere behoeften van de ontwikkelingslanden.

2. Deze uitwisseling van informatie omvat de uitwisseling van resultaten van technisch, wetenschappelijk en sociaal-economisch onderzoek, alsmede informatie over opleidings- en onderzoeksprogramma's, specialistische kennis, traditionele kennis van autochtonen, als zodanig en in combinatie met de in artikel 16, eerste lid bedoelde technologieën. Deze uitwisseling dient, indien mogelijk, ook de teruggave van informatie te omvatten.

Article 18

Coopération technique et scientifique

1. Les Parties contractantes encouragent la coopération technique et scientifique internationale dans le domaine de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique, au besoin par le biais des institutions nationales et internationales compétentes.
2. Chaque Partie contractante encourage la coopération technique et scientifique avec d'autres Parties contractantes, en particulier les pays en développement, pour l'application de la présente Convention, notamment par l'élaboration et l'application de politiques nationales. En encourageant cette coopération, il convient d'accorder une attention particulière au développement et au renforcement des moyens nationaux par le biais de la mise en valeur des ressources humaines et du renforcement des institutions.
3. La Conférence des Parties, à sa première réunion, détermine comment créer un centre d'échange pour encourager et faciliter la coopération technique et scientifique.
4. Conformément à la législation et aux politiques nationales, les Parties contractantes encouragent et mettent au point des modalités de coopération aux fins de l'élaboration et de l'utilisation de technologies, y compris les technologies autochtones et traditionnelles, conformément aux objectifs de la présente Convention. A cette fin, les Parties contractantes encouragent également la coopération en matière de formation de personnel et d'échange d'experts.
5. Les Parties contractantes encouragent, sous réserve d'accords mutuels, l'établissement de programmes de recherche conjoints et de coentreprises pour le développement de technologies en rapport avec les objectifs de la présente Convention.

Article 19

Gestion de la biotechnologie et répartition de ses avantages

1. Chaque Partie contractante prend les mesures législatives, administratives ou de politique voulues pour assurer la participation effective aux activités de recherche biotechnologique des Parties contractantes, en particulier les pays en développement, qui fournissent les ressources génétiques pour ces activités de recherche, si possible dans ces Parties contractantes.
2. Chaque Partie contractante prend toutes les mesures possibles pour encourager et favoriser l'accès prioritaire, sur une base juste et équitable, des Parties contractantes, en particulier des pays en développement, aux résultats et aux avantages découlant des biotechnologies fondées sur les ressources génétiques fournies par ces Parties. Cet accès se fait à des conditions convenues d'un commun accord.
3. Les Parties examinent s'il convient de prendre des mesures et d'en fixer les modalités, éventuellement sous forme d'un protocole, comprenant notamment un accord préalable donné en connaissance de cause définissant les procédures appropriées dans le domaine du transfert, de la manutention et de l'utilisation en toute sécurité de tout organisme vivant modifié résultant de la biotechnologie qui risquerait d'avoir des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique.
4. Chaque Partie contractante communique directement ou exige que soit communiquée par toute personne physique ou morale relevant de sa juridiction et fournissant des organismes visés au paragraphe 3 ci-dessus toute information disponible relative à l'utilisation et aux règlements de sécurité exigés par ladite Partie contractante en matière de manipulation de tels organismes, ainsi que tout renseignement disponible sur l'impact défavorable potentiel des organismes spécifiques en cause, à la Partie contractante sur le territoire de laquelle ces organismes doivent être introduits.

Article 20

Ressources financières

1. Chaque Partie contractante s'engage à fournir, en fonction de ses moyens, un appui et des avantages financiers en ce qui concerne les activités nationales tendant à la réalisation des objectifs de la présente Convention, conformément à ses plans, priorités et programmes nationaux.

Artikel 18

Technische en wetenschappelijke samenwerking

1. De Verdragsluitende Partijen bevorderen de internationale technische en wetenschappelijke samenwerking op het gebied van het behoud en het duurzame gebruik van de biologische diversiteit, indien noodzakelijk, via de bevoegde internationale en nationale instellingen.
2. Elke Verdragsluitende Partij bevordert de technische en wetenschappelijke samenwerking met andere Verdragsluitende Partijen, in het bijzonder ontwikkelingslanden, bij de toepassing van dit Verdrag, onder andere door middel van net ontwikkelen en uitvoeren van nationaal beleid. Bij het bevorderen van deze samenwerking dient bijzondere aandacht te worden besteed aan de ontwikkeling en verbetering van de nationale mogelijkheden, door middel van ontwikkeling van het arbeidspotentieel en de vorming van structuren.
3. De Conferentie van de Partijen bepaalt op haar eerste bijeenkomst hoe een uitwisselingsmechanisme kan worden opgezet ter bevordering en vergemakkelijking van de technische en wetenschappelijke samenwerking.
4. De Verdragsluitende Partijen stimuleren en ontwikkelen, in overeenstemming met de nationale wetgeving en het nationale beleid, methoden voor samenwerking met het oog op de ontwikkeling en gebruikmaking van technologieën, waaronder traditionele technologieën van autochtonen, ter nastreving van de doelstellingen van dit Verdrag. Daartoe bevorderen de Verdragsluitende Partijen tevens de samenwerking inzake de opleiding van personeel en de uitwisseling van deskundigen.
5. De Verdragsluitende Partijen bevorderen, indien zij zulks onderling overeenkomen, het opzetten van gezamenlijke onderzoeksprogramma's en gezamenlijke ondernemingen ter ontwikkeling van technologieën die verband houden met de doelstellingen van dit Verdrag.

Artikel 19

Beheer van de biotechnologie en verdeling van de voordelen daarvan

1. Elke Verdragsluitende Partij neemt maatregelen van wetgevende en bestuurlijke aard, dan wel beleidsmaatregelen, waar passend, teneinde de effectieve deelneming aan biotechnologisch onderzoek te waarborgen van de Verdragsluitende Partijen, met name ontwikkelingslanden, die genetische rijkdommen voor dat onderzoek leveren, en indien mogelijk op het grondgebied van die Verdragsluitende Partijen.
2. Elke Verdragsluitende Partij neemt alle mogelijke maatregelen ter bevordering en stimulering van de prioritaire toegang, op een eerlijke en billijke basis, van Verdragsluitende Partijen, met name ontwikkelingslanden, tot de resultaten en voordelen van biotechnologieën die zijn gebaseerd op door die Verdragsluitende Partijen geleverde genetische rijkdommen. Deze toegang vindt plaats op onderling overeengekomen voorwaarden.
3. De Partijen bestuderen de noodzaak en de vorm van een protocol, dat passende procedures bevat, waaronder met name vooraf — met kennis van zaken — te geven instemming, op het gebied van de veilige overdracht, het veilige beheer en het veilige gebruik van veranderende levende organismen, voortgekomen uit de biotechnologie, die nadelige gevolgen kunnen hebben voor het behoud en het duurzame gebruik van de biologische diversiteit.
4. Elke Verdragsluitende Partij verstrekt, hetzij rechtstreeks, hetzij door zulks te verlangen van elke onder haar rechtsmacht vallende natuurlijke persoon of rechtspersoon die de in het derde lid bedoelde organismen levert, alle beschikbare informatie over de gebruiks- en veiligheidsvoorschriften die Zij verplicht stelt voor het omgaan met die organismen, alsmede alle beschikbare informatie over de mogelijke nadelige effecten van de desbetreffende organismen voor de Verdragsluitende Partij naar het grondgebied waarvan die organismen worden overgebracht.

Artikel 20

Financiële middelen

1. Elke Verdragsluitende Partij verplicht zich ertoe, voor zover dit in haar vermogen ligt, financiële steun en stimulansen te bieden met betrekking tot nationale activiteiten die zijn gericht op verwezenlijking van de doelstellingen van dit Verdrag, zulks in overeenstemming met haar nationale plannen, prioriteiten en programma's.

2. Les Parties qui sont des pays développés fournissent des ressources financières nouvelles et additionnelles pour permettre aux Parties qui sont des pays en développement de faire face à la totalité des surcoûts convenus que leur impose la mise en œuvre des mesures par lesquelles ils s'acquittent des obligations découlant de la présente Convention et de bénéficier de ses dispositions, ces surcoûts étant convenus entre une partie qui est un pays en développement et la structure institutionnelle visée à l'article 21, selon la politique, la stratégie, les priorités du programme et les conditions d'attribution ainsi qu'une liste indicative des surcoûts établies par la Conférence des Parties. Les autres Parties, y compris les pays qui se trouvent dans une phase de transition vers l'économie de marché, peuvent assumer volontairement les obligations des Parties qui sont des pays développés. Aux fins du présent article, la Conférence des Parties dresse à sa première réunion la liste des Parties qui sont des pays développés et des autres Parties qui assument volontairement les obligations des Parties qui sont des pays développés. La Conférence des Parties revoit périodiquement cette liste et la modifie en cas de besoin. Les autres pays et sources seraient également encouragés à fournir des contributions à titre volontaire. Pour traduire ces engagements en actes, on tiendra compte de la nécessité de faire en sorte que le flux des fonds soit adéquat, prévisible et ponctuel et du fait qu'il est important de répartir le fardeau entre les Parties contributantes inscrites sur la liste susmentionnée.

3. Les Parties qui sont des pays développés peuvent aussi fournir, au bénéfice des Parties qui sont des pays en développement, des ressources financières liées à l'application de la présente Convention, par des voies bilatérales, régionales et multilatérales.

4. Les pays en développement ne pourront s'acquitter effectivement des obligations qui leur incombent en vertu de la Convention que dans la mesure où les pays développés s'acquitteront effectivement des obligations qui leur incombent en vertu de la Convention s'agissant des ressources financières et du transfert de technologie et où ces derniers tiendront pleinement compte du fait que le développement économique et social et l'élimination de la pauvreté sont les priorités premières et absolues des pays en développement.

5. Les Parties tiennent pleinement compte des besoins spécifiques et de la situation particulière des pays les moins avancés dans les mesures qu'ils prennent en matière de financement et de transfert de technologie.

6. Les Parties contractantes prennent aussi en considération les conditions spéciales résultant de la répartition et de la localisation de la diversité biologique sur le territoire des Parties qui sont des pays en développement, et de la dépendance de ces dernières, en particulier de celles qui sont des petits Etats insulaires.

7. Elles prennent également en considération la situation particulière des pays en développement, notamment de ceux qui sont les plus vulnérables du point de vue de l'environnement, tels que ceux qui ont des zones arides et semi-arides, des zones côtières et montagneuses.

Article 21

Mécanisme de financement

1. Un mécanisme de financement est institué pour fournir des ressources financières aux Parties qui sont des pays en développement, aux fins de la présente Convention, sous forme de dons ou à des conditions de faveur, dont les éléments essentiels sont exposés dans le présent article. Aux fins de la Convention, le mécanisme fonctionne sous l'autorité et la direction de la Conférence des Parties, envers laquelle il est comptable. Le fonctionnement du mécanisme est assuré par la structure institutionnelle dont pourrait décider la Conférence des Parties à sa première réunion. Aux fins de la présente Convention, la Conférence des Parties détermine la politique générale, la stratégie et les priorités du programme ainsi que les critères définissant les conditions d'attribution et d'utilisation de ces ressources. Les contributions seront telles qu'elles permettront de prendre en compte la nécessité de versements prévisibles, adéquats et ponctuels comme il est prévu à l'article 20, en rapport avec le montant des ressources nécessaires, dont la Conférence des Parties décidera périodiquement, et l'importance du partage du fardeau entre les parties contributantes figurant sur la liste mentionnée au paragraphe 2 de l'article 20. Les Parties qui sont des pays développés ainsi que d'autres pays et d'autres sources peuvent également verser des contributions volontaires. Le mécanisme fonctionne selon un système de gestion démocratique et transparent.

2. De Partijen die ontwikkelde landen zijn stellen nieuwe en aanvullende financiële middelen ter beschikking om Partijen die ontwikkelingslanden zijn in staat te stellen om de overeengekomen volledige bijkomende kosten te dekken die zij moeten maken voor de uitvoeringsmaatregelen ter nakoming van de verplichtingen van dit Verdrag en om baat te hebben bij de bepalingen hiervan, welke kosten zijn overeengekomen tussen een Partij die een ontwikkelingsland is en een in artikel 21 bedoelde institutionele structuur, zulks in overeenstemming met het beleid, de strategie, de prioriteiten van het programma en de toekenningcriteria en de indicatieve lijst van bijkomende kosten als opgesteld door de Conferentie van de Partijen. Andere Partijen, met inbegrip van landen die een overgang naar een markteconomie doen maken, kunnen vrijwillig de verplichtingen van de Partijen die ontwikkelde landen zijn op zich nemen. Voor de toepassing van dit artikel stelt de Conferentie van de Partijen op haar eerste bijeenkomst een lijst op van Partijen die ontwikkelde landen zijn en van andere Partijen die vrijwillig de verplichtingen van Partijen die ontwikkelde landen zijn op zich nemen. De Conferentie van de Partijen beoordeelt deze lijst periodiek en wijzigt deze indien nodig. Vrijwillige bijdragen uit andere landen en bronnen dienen ook te worden gestimuleerd. Bij de nakoming van deze verplichtingen dient rekening te worden gehouden met het feit dat de geldstroom toereikend, voorspelbaar en tijdig dient te zijn, en met het belang van lastenverdeling onder de in de lijst opgenomen bijdragende Partijen.

3. Door de Partijen die ontwikkelde landen zijn en aan de Partijen die ontwikkelingslanden zijn kunnen ook met de toepassing van dit Verdrag verband houdende financiële middelen ter beschikking worden gesteld langs bilaterale, regionale en andere multilaterale kanalen.

4. De mate waarin Partijen die ontwikkelingslanden zijn hun verplichtingen ingevolge dit Verdrag daadwerkelijk zullen nakomen, hangt af van de daadwerkelijke nakoming door de Partijen die ontwikkelde landen zijn van hun verplichtingen ingevolge dit Verdrag wat betreft de financiële middelen en de overdracht van technologie in het besef dat economische en sociale ontwikkeling en uitroeiing van armoede de eerste en allerhoogste prioriteiten zijn van de Partijen die ontwikkelingslanden zijn.

5. De Partijen houden ten volle rekening met de specifieke behoeften en bijzondere omstandigheden van de minst ontwikkelde landen bij hun maatregelen met betrekking tot de financiering en de overdracht van technologie.

6. De Verdragsluitende Partijen nemen ook de bijzondere omstandigheden in aanmerking die voortvloeien uit de verspreiding en de vindplaatsen van de biologische diversiteit in Partijen die ontwikkelingslanden zijn, met name kleine eilandstaten, en hun afhankelijkheid van deze diversiteit.

7. Tevens dient aandacht te worden geschonken aan de bijzondere situatie van ontwikkelingslanden, met name die welke vanuit het oogpunt van het milieu uiterst kwetsbaar zijn, zoals landen met aride en semi-aride gebieden, kust- en berggebieden.

Artikel 21

Financieel mechanisme

1. Er wordt een mechanisme ingesteld voor de verstrekking van financiële middelen in de vorm van giften of onder gunstige voorwaarden aan Partijen die ontwikkelingslanden zijn, voor de toepassing van dit Verdrag, waarvan de essentiële elementen zijn omschreven in dit artikel. Het mechanisme functioneert, voor de toepassing van het Verdrag, onder verantwoordelijkheid en aan de hand van richtlijnen van de Conferentie van de Partijen en is daaraan verantwoording verschuldigd. De werking van het mechanisme wordt toevertrouwd aan de institutionele structuur waartoe door de Conferentie van de Partijen op haar eerste bijeenkomst wordt besloten. Voor de toepassing van dit Verdrag bepaalt de Conferentie van de Partijen het beleid, de strategie, de prioriteiten van het programma en de criteria om in aanmerking te komen voor toegang tot en gebruik van die middelen. De bijdragen dienen zodanig te zijn, dat rekening wordt gehouden met het feit dat de geldstroom toereikend, voorspelbaar en tijdig moet zijn, als bepaald in artikel 20, in overeenstemming met het bedrag van de benodigde middelen, waarover de Conferentie van de Partijen periodiek beslist, en met het belang van lastenverdeling onder de bijdragende Partijen opgenomen in de lijst, genoemd in artikel 20, tweede lid. Door Partijen die ontwikkelde landen zijn en door andere landen en uit andere bronnen kunnen ook vrijwillige bijdragen worden verstrekt. Het mechanisme functioneert onder een democratisch en doorzichtig stelsel van beheer.

2. Conformément aux objectifs de la présente Convention, la Conférence des Parties détermine, à sa première réunion, la politique générale, la stratégie et les priorités du programme, ainsi que des critères et des lignes directrices détaillés pour définir les conditions requises pour avoir accès aux ressources financières et les utiliser, y compris le contrôle et l'évaluation régulière de cette utilisation. La Conférence des Parties décide des dispositions nécessaires pour donner effet au paragraphe 1 ci-dessus après consultation avec la structure institutionnelle à laquelle aura été confié le fonctionnement du mécanisme de financement.

3. La Conférence des Parties examine l'efficacité du mécanisme de financement créé par le présent article, notamment les critères et les lignes directrices visés au paragraphe 2 ci-dessus, au plus tôt deux ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention et ensuite de façon régulière. Sur base de cet examen, elle prend des mesures appropriées pour rendre le mécanisme plus efficace si nécessaire.

4. Les Parties contractantes envisagent de renforcer les institutions financières existantes pour qu'elles fournissent des ressources financières en vue de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique.

Article 22

Relations avec d'autres conventions internationales

1. Les dispositions de la présente Convention ne modifient en rien les droits et obligations découlant pour une Partie contractante d'un accord international existant, sauf si l'exercice de ces droits ou le respect de ces obligations causait de sérieux dommages à la diversité biologique ou constituait pour elle une menace.

2. Les Parties contractantes appliquent la présente Convention, en ce qui concerne le milieu marin, conformément aux droits et obligations des Etats découlant du droit de la mer.

Article 23

La Conférence des Parties

1. Il est institué par les présentes une Conférence des Parties. La première réunion de la Conférence des Parties est convoquée par le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement un an plus tard après l'entrée en vigueur de la présente Convention. Par la suite, les réunions ordinaires de la Conférence des Parties auront lieu régulièrement, selon la fréquence déterminée par la Conférence à sa première réunion.

2. Des réunions extraordinaires de la Conférence des Parties peuvent avoir lieu à tout autre moment si la Conférence le juge nécessaire, ou à la demande écrite d'une Partie, sous réserve que cette demande soit appuyée par un tiers au moins des Parties dans les six mois suivant sa communication auxdites Parties par le Secrétariat.

3. La Conférence des Parties arrête et adopte par consensus son propre règlement intérieur et celui de tout organe subsidiaire qu'elle pourra créer, ainsi que le règlement financier régissant le financement du Secrétariat. A chaque réunion ordinaire, elle adopte le budget de l'exercice financier courant jusqu'à la session ordinaire suivante.

4. La Conférence des Parties examine l'application de la présente Convention et, à cette fin :

a) Etablit la forme et la fréquence de la communication des renseignements à présenter conformément à l'article 26 et examine ces renseignements ainsi que les rapports présentés par tout organe subsidiaire;

b) Etudie les avis techniques, technologiques et scientifiques sur la diversité biologique fournis conformément à l'article 25;

c) Examine et adopte, en tant que de besoin, des protocoles conformément à l'article 28;

d) Examine et adopte, selon qu'il convient, les amendements à la présente Convention et à ses annexes, conformément aux articles 29 et 30;

e) Examine les amendements à tout protocole, ainsi qu'à toute annexe audit protocole et, s'il en est ainsi décidé, recommande leur adoption aux Parties au protocole considéré;

f) Examine et adopte, en tant que de besoin, et conformément à l'article 30, les annexes supplémentaires à la présente Convention;

g) Crée les organes subsidiaires jugés nécessaires à l'application de la présente Convention, en particulier pour donner des avis scientifiques et techniques;

2. Overeenkomstig de doelstellingen van dit Verdrag stelt de Conferentie van de Partijen op haar eerste bijeenkomst het beleid, de strategie en de prioriteiten van het programma vast, alsook gedetailleerde criteria en richtlijnen om in aanmerking te komen voor toegang tot en gebruik van de financiële middelen, met inbegrip van regelmatig te houden toezicht op en evaluatie van dat gebruik. De Conferentie van de Partijen besluit over de te treffen regelingen ter uitvoering van het eerste lid, na overleg met de institutionele structuur waaraan de werking van het mechanisme wordt toevertrouwd.

3. De Conferentie van de Partijen toetst de doelmatigheid van het bij dit artikel ingestelde mechanisme, met inbegrip van de in het tweede lid bedoelde criteria en richtlijnen, zulks ten vroegste twee jaar na de inwerkingtreding van dit Verdrag en daarna regelmatig. Op basis van deze toetsing neemt zij, indien nodig, passende maatregelen om de doelmatigheid van het mechanisme te verbeteren.

4. De Verdragsluitende Partijen bestuderen de mogelijkheid om bestaande financiële instellingen te versterken, opdat deze financiële middelen verstrekken voor het behoud en het duurzame gebruik van de biologische diversiteit.

Artikel 22

Verhouding tot andere internationale verdragen

1. De bepalingen van dit Verdrag laten de rechten en verplichtingen van de Verdragsluitende Partijen ingevolge enige bestaande internationale overeenkomst onverlet, behalve indien de uitoefening van die rechten of de nakoming van die verplichtingen ernstige schade zou veroorzaken aan, of een bedreiging zou vormen voor, de biologische diversiteit.

2. De Verdragsluitende Partijen passen dit Verdrag wat het mariene milieu betreft toe in overeenstemming met de rechten en verplichtingen van Staten krachtens het recht van de zee.

Artikel 23

Conferentie van de Partijen

1. Hierbij wordt een Conferentie van de Partijen ingesteld. De eerste vergadering van de Conferentie van de Partijen wordt belegd door de Uitvoerend Directeur van het Milieuprogramma van de Verenigde Naties uiterlijk één jaar na de inwerkingtreding van dit Verdrag. Daarna worden gewone vergaderingen van de Conferentie van de Partijen gehouden met een door de Conferentie op haar eerste vergadering te bepalen regemaat.

2. Buitengewone vergaderingen van de Conferentie van de Partijen kunnen op ieder ander tijdstip worden gehouden indien de Conferentie zulks noodzakelijk acht, of op schriftelijk verzoek van een Partij, op voorwaarde dat dit verzoek door ten minste een derde van de Partijen wordt gesteund binnen zes maanden nadat het aan hen is medegedeeld door het Secretariaat.

3. De Conferentie van de Partijen bereikt door middel van consensus overeenstemming over en neemt aan een reglement van orde voor haarzelf en voor elk door haar in te stellen hulporgaan, alsmede over het financieel reglement betreffende de financiering van het Secretariaat. Op elke gewone vergadering neemt zij een begroting aan voor het financiële tijdvak tot de volgende gewone vergadering.

4. De Conferentie van de Partijen toetst de toepassing van dit Verdrag en daartoe :

a) stelt zij de vorm en de regemaat vast voor de toezending van de ingevolge artikel 26 over te leggen informatie en bestudeert zij deze informatie alsmede de door enig hulporgaan ingediende rapporten;

b) bestudeert zij het wetenschappelijk, technisch en technologisch advies inzake de biologische diversiteit, gegeven in overeenstemming met artikel 25;

c) bestudeert en neemt zij aan, indien nodig, protocollen overeenkomstig artikel 28;

d) bestudeert en neemt zij aan, indien nodig, wijzigingen op dit Verdrag en de bij lagen daarbij in overeenstemming met de artikelen 29 en 30;

e) bestudeert zij wijzigingen op een protocol, alsmede bijlagen daarbij, en, indien daartoe wordt besloten, beveelt zij de partijen bij het desbetreffende protocol aan deze aan te nemen;

f) bestudeert en neemt zij aan, indien nodig, de aanvullende bijlagen bij dit Verdrag in overeenstemming met artikel 30;

g) stelt zij de hulporganen in, in het bijzonder voor het geven van wetenschappelijk en technisch advies, die noodzakelijk worden geacht voor de toepassing van dit Verdrag;

h) Se met en rapport, par l'intermédiaire du Secrétariat, avec les organes exécutifs des conventions traitant des questions qui font l'objet de la présente Convention en vue de fixer avec eux les modalités de coopération appropriées;

i) Examine et prend toutes autres mesures nécessaires à la poursuite des objectifs de la présente Convention en fonction des enseignements tirés de son application.

5. L'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique, de même que tout Etat qui n'est pas Partie à la présente Convention, peuvent se faire représenter aux réunions de la Conférence des Parties en qualité d'observateurs. Tout organe ou organisme, gouvernemental ou non gouvernemental, qualifié dans les domaines se rapportant à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique qui a informé le Secrétariat de son désir de se faire représenter à une réunion de la Conférence des Parties en qualité d'observateur peut être admis à y prendre part à moins qu'un tiers au moins des Parties présentes n'y fassent objection. L'admission et la participation des observateurs sont subordonnées au respect du règlement intérieur adopté par la Conférence des Parties.

Article 24

Le Secrétariat

1. Il est institué par les présentes un secrétariat. Ses fonctions sont les suivantes :

a) Organiser les réunions de la Conférence des Parties prévues à l'article 23 et en assurer le service;

b) S'acquitter des fonctions qui lui sont assignées en vertu de tout protocole à la présente Convention;

c) Etablir des rapports sur l'exercice des fonctions qui lui sont assignées en vertu de la présente Convention et les présenter à la Conférence des Parties;

d) Assurer la coordination avec les autres organismes internationaux compétents, et en particulier conclure les arrangements administratifs et contractuels qui pourraient lui être nécessaires pour s'acquitter efficacement de ses fonctions;

e) S'acquitter de toutes autres fonctions que la Conférence des Parties pourrait décider de lui assigner.

2. A sa première réunion ordinaire, la Conférence des Parties désigne le Secrétariat parmi les organisations internationales compétentes qui se seraient proposées pour assurer les fonctions de secrétariat prévues par la présente Convention.

Article 25

Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques

1. Un organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques est créé par les présentes pour donner en temps opportun à la Conférence des Parties et, le cas échéant, à ses autres organes subsidiaires, des avis concernant l'application de la présente Convention. Cet organe est ouvert à la participation de toutes les Parties et il est pluridisciplinaire. Il se compose de représentants gouvernementaux compétents dans les domaines de spécialisation concernés. Il fait régulièrement rapport à la Conférence des Parties sur tous les aspects de son travail.

2. Sous l'autorité de la Conférence des Parties, conformément aux directives qu'elle aura établies, et sur sa demande, cet organe :

a) Fournit des évaluations scientifiques et techniques sur la situation en matière de diversité biologique;

b) Réalise des évaluations scientifiques et techniques sur les effets des types de mesures prises conformément aux dispositions de la présente Convention;

c) Repère les technologies et savoir-faire de pointe, novateurs et efficaces concernant la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et indique les moyens d'en promouvoir le développement ou d'en assurer le transfert;

d) Fournit des avis sur les programmes scientifiques et la coopération internationale en matière de recherche-développement concernant la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique;

e) Répond aux questions d'ordre scientifique, technique, technologique et méthodologique que la Conférence des Parties et ses organes subsidiaires lui adressent.

h) stelt zij zich via het Secretariaat in verbinding met de uitvoerende organen van verdragen die betrekking hebben op aangelegenheden die door dit Verdrag worden geregeld, teneinde te komen tot passende vormen van samenwerking met hen; en

i) bestudeert en onderneemt zij alle andere stappen die noodzakelijk zijn ter verwezenlijking van de doelstellingen van dit Verdrag in het licht van de ervaring die is opgedaan bij de toepassing daarvan.

5. De Verenigde Naties, haar gespecialiseerde organisaties en de Internationale organisatie voor Atoomenergie, alsmede elke Staat die geen Partij bij dit Verdrag is, kunnen als waarnemers worden vertegenwoordigd op de vergaderingen van de Conferentie van de Partijen. Elke andere instelling of organisatie, gouvernementeel of niet-gouvernementeel, die is toevoegd is op gebieden verband houdende met het behoud en het duurzame gebruik van de biologische diversiteit en die aan het Secretariaat haar wens te kennen heeft gegeven op een vergadering van de Conferentie van de Partijen te zijn vertegenwoordigd als waarnemer, kan als zodanig worden toegelaten, tenzij ten minste een derde van de Partijen hiertegen bezwaar maakt. De toelating en de deelneming van waarnemers wordt geregeld in het door de Conferentie van Partijen aangenomen reglement van orde.

Artikel 24

Secretariaat

1. Hierbij wordt een Secretariaat ingesteld. Dit heeft tot taak :

a) de in artikel 23 bedoelde vergaderingen van de Conferentie van de Partijen te organiseren en de daarvoor vereiste diensten te verlenen;

b) de krachtens een protocol aan het Secretariaat opgedragen taken te verrichten;

c) rapporten over de uitvoering van zijn taken ingevolge dit Verdrag op te stellen en deze voor te leggen aan de Conferentie van de Partijen;

d) zorg te dragen voor de coördinatie met andere bevoegde internationale organisaties en in het bijzonder de administratieve en contractuele regelingen aan te gaan die noodzakelijk zijn voor een doelmatige taakverrichting, en

e) alle andere door de Conferentie van de Partijen vast te stellen taken te verrichten.

2. Op haar eerste gewone vergadering wijst de Conferentie van de Partijen het Secretariaat aan, te kiezen onder de bestaande bevoegde internationale organisaties die hun bereidheid te kennen hebben gegeven om de secretariaatswerkzaamheden uit hoorde van dit Verdrag te verrichten.

Artikel 25

Hulporgaan voor wetenschappelijk, technisch en technologisch advies

1. Hierbij wordt een hulporgaan voor wetenschappelijk, technisch en technologisch advies ingesteld, dat de Conferentie van de Partijen en, indien van toepassing, haar andere hulporganen, te geleger tijd advies geeft met betrekking tot de toepassing van dit Verdrag. Dit orgaan staat open voor deelneming door alle Partijen en is multidisciplinair. Het dient regeringsvertegenwoordigers te omvatten die deskundig zijn op het desbetreffende vakgebied. Het dient regelmatig verslag uit te brengen aan de Conferentie van de Partijen over alle aspecten van zijn werk.

2. Onder verantwoordelijkheid van de Conferentie van de Partijen, aan de hand van haar richtlijnen en op haar verzoek dient dit orgaan :

a) de wetenschappelijke en technische beoordelingen te geven betreffende de toestand van de biologische diversiteit;

b) de wetenschappelijke en technische beoordelingen voor te bereiden betreffende de gevolgen van de soorten maatregelen, genomen in overeenstemming met de bepalingen van dit Verdrag;

c) de innoverende, efficiënte en geavanceerde technologieën en know-how met betrekking tot het behoud en het duurzame gebruik van de biologische diversiteit te inventariseren en advies uit te brengen over de manieren en middelen om de ontwikkeling van die technologieën te bevorderen en/of deze over te dragen;

d) advies te geven omtrent wetenschappelijke programma's en internationale samenwerking op het gebied van onderzoek en ontwikkeling met betrekking tot het behoud en het duurzame gebruik van de biologische diversiteit; en

e) te antwoorden op vragen van wetenschappelijke, technische, technologische en methodologische aard, gesteld door de Conferentie van de Partijen en haar hulporganen.

3. Les attributions, le mandat, la structure et le fonctionnement de cet organe pourront être précisés par la Conférence des Parties.

Article 26

Rapports

Selon une périodicité qui sera déterminée par la Conférence des Parties, chaque Partie contractante présente à la Conférence des Parties un rapport sur les dispositions qu'elle a adoptées pour appliquer la présente Convention et la mesure dans laquelle elles ont permis d'assurer la réalisation des objectifs qui y sont énoncés.

Article 27

Règlement des différends

1. En cas de différend entre Parties contractantes touchant l'interprétation ou l'application de la présente Convention, les Parties concernées recherchent une solution par voie de négociation.

2. Si les Parties concernées ne peuvent pas parvenir à un accord par voie de négociation, elles peuvent conjointement faire appel aux bons offices ou à la médiation d'une tierce Partie.

3. Au moment de ratifier, d'accepter ou d'approuver la présente Convention ou d'y adhérer, et à tout moment par la suite, tout Etat ou organisation régionale d'intégration économique peut déclarer par écrit auprès du Dépositaire que, dans le cas d'un différend qui n'a pas été réglé conformément aux paragraphes 1^{er} ou 2 ci-dessus, il ou elle accepte de considérer comme obligatoire l'un ou l'autre des modes de règlement ci-après, ou les deux :

a) L'arbitrage, conformément à procédure énoncée à la première partie de l'annexe II;

b) La soumission du différend à la Cour internationale de Justice.

4. Si les Parties n'ont pas accepté la même procédure ou une procédure quelconque, conformément au paragraphe 3 ci-dessus, le différend est soumis à la conciliation conformément à la deuxième partie de l'annexe II, à moins que les Parties n'en conviennent autrement.

5. Les dispositions du présent article s'appliquent aux différends touchant un protocole, sauf si celui-ci en dispose autrement.

Article 28

Adoption de protocoles

1. Les Parties contractantes coopèrent pour formuler et adopter des protocoles à la présente Convention.

2. Les protocoles sont adoptés à une réunion de la Conférence des Parties.

3. Le Secrétariat communique aux Parties le texte de tout projet de protocole au moins six mois avant la réunion de la Conférence des Parties.

Article 29

Amendements à la Convention ou aux protocoles

1. Toute Partie contractante peut proposer des amendements à la présente Convention. Toute Partie à un protocole peut proposer des amendements à ce protocole.

2. Les amendements à la présente Convention sont adoptés à une réunion de la Conférence des Parties. Les amendements à un protocole sont adoptés à une réunion des Parties au protocole considéré. Le texte de tout projet d'amendement à la présente Convention ou à un protocole, sauf disposition contraire du protocole considéré, est communiqué par le Secrétariat aux Parties à l'instrument considéré au moins six mois avant la réunion à laquelle il est proposé pour adoption. Le Secrétariat communique aussi les amendements proposés aux signataires de la présente Convention, pour information.

3. Les Parties n'épargnent aucun effort pour parvenir à un consensus sur tout projet d'amendement à la présente Convention ou à un protocole. Si tous les efforts en ce sens ont été épuisés sans qu'un accord soit intervenu, l'amendement est adopté en dernier recours par le vote à la majorité des deux tiers des Parties à l'instrument considéré, présentes à la réunion et exprimant leur vote; il est soumis par le Dépositaire à la ratification, l'acceptation ou l'approbation de toutes les Parties.

3. De taken, de bevoegdheden, de organisatievorm en het functioneren van dit orgaan kunnen door de Conferentie van de Partijen nader worden uitgewerkt.

Artikel 26

Rapporten

Elke Verdragsluitende Partij dient, met een door de Conferentie van de Partijen te bepalen regelmaat, bij de Conferentie van de Partijen rapporten in betreffende maatregelen die zij heeft genomen ter uitvoering van de bepalingen van dit Verdrag en de doelmatigheid van die maatregelen voor de verwezenlijking van de doelstellingen van dit Verdrag.

Artikel 27

Regeling van geschillen

1. Ingeval tussen Verdragsluitende Partijen een geschil ontstaat betreffende de uitlegging of toepassing van dit Verdrag, trachten de betrokken partijen dit op te lossen door middel van onderhandelingen.

2. Indien de betrokken partijen geen overeenstemming kunnen bereiken door middel van onderhandelingen, kunnen zij gezamenlijk verzoeken om de goede diensten van of bemiddeling door een derde.

3. Bij de bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van dit Verdrag, dan wel bij de toetreding hiertoe, kan elke Staat of regionale organisatie voor economische integratie verklaren, door middel van een schriftelijke kennisgeving aan de Depositaris, dat hij c.q. zij ten aanzien van een geschil dat niet is opgelost in overeenstemming met het eerste of het tweede lid een van beide of beide hierna te noemen middelen voor geschillenbeslechting als dwingend aanvaardt :

a) arbitrage in overeenstemming met de procedure als vastgelegd in Titel I van Bijlage II;

b) voorlegging van het geschil aan het Internationale Gerechtshof.

4. Indien de partijen bij het geschil niet dezelfde of geen enkele procedure hebben aanvaard in overeenstemming met het derde lid, wordt het geschil onderworpen aan conciliatie in overeenstemming met Titel 2 van Bijlage II, tenzij de partijen anders overeenkomen.

5. De bepalingen van dit artikel zijn van toepassing op elk protocol tenzij in het desbetreffende protocol anders is bepaald.

Artikel 28

Aanneming van protocollen

1. De Verdragsluitende Partijen werken samen bij de opstelling en aanneming van protocollen bij dit Verdrag.

2. Protocollen worden aangenomen op een vergadering van de Conferentie van de Partijen.

3. De tekst van een voorgesteld protocol wordt ten minste zes maanden vóór bedoelde vergadering door het Secretariaat medegedeeld aan de Verdragsluitende Partijen.

Artikel 29

Wijzigingen op het Verdrag of de protocollen

1. Wijzigingen op dit Verdrag kunnen worden voorgesteld door elke Verdragsluitende Partij. Wijzigingen op een protocol kunnen worden voorgesteld door elke Partij bij dat protocol.

2. Wijzigingen op dit Verdrag worden aangenomen op een vergadering van de Conferentie van de Partijen. Wijzigingen op een protocol worden aangenomen op een vergadering van de Partijen bij het desbetreffende protocol. De tekst van een voorgestelde wijziging op dit Verdrag of op een protocol wordt, tenzij in het desbetreffende protocol anders is bepaald, ten minste zes maanden voor de vergadering waarop zij ter aanneming wordt voorgelegd, door het Secretariaat aan de Partijen bij de desbetreffende akte medegedeeld. Voorgestelde wijzigingen worden door het Secretariaat tevens ter kennisneming toegezonden aan de ondertekenaars van dit Verdrag.

3. De Partijen stellen alles in het werk om over elke voorgestelde wijziging op dit Verdrag of op een protocol overeenstemming te bereiken door middel van consensus. Indien alle pogingen om tot consensus te komen mislukken en er geen overeenstemming wordt bereikt, wordt de wijziging in laatste instantie aangenomen met een meerderheid van twee derde van de aanwezige Partijen bij de desbetreffende akte die hun stem uitbrengen, en wordt Zij door de Depositaris aan de Partijen voorgelegd ter bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring.

4. La ratification, l'acceptation ou l'approbation des amendements est notifiée par écrit au Dépositaire. Les amendements adoptés conformément au paragraphe 3 ci-dessus entrent en vigueur pour les Parties les ayant acceptés le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation par les deux tiers au moins des Parties à la présente Convention ou au protocole considéré, sauf disposition contraire du protocole en question. Par la suite, les amendements entrent en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt par cette Partie de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation des amendements.

5. Aux fins du présent article, l'expression « Parties présentes à la réunion et exprimant leur vote » s'entend des Parties présentes à la réunion qui ont émis un vote affirmatif ou négatif.

Article 30

Adoption des annexes et des amendements aux annexes

1. Les annexes à la présente Convention ou à ses protocoles font partie intégrante de la Convention ou de ses protocoles, selon le cas, et, sauf disposition contraire expresse, toute référence à la présente Convention ou à ses protocoles renvoie également à leurs annexes. Les annexes sont limitées aux questions de procédure et aux questions scientifiques, techniques et administratives.

2. Sauf disposition contraire d'un protocole concernant ses propres annexes, la proposition, l'adoption et l'entrée en vigueur d'annexes supplémentaires à la présente Convention ou d'annexes à un protocole sont régies par la procédure suivante :

a) Les annexes à la présente Convention ou à ses protocoles sont proposées et adoptées selon la procédure fixée à l'article 29;

b) Toute Partie qui ne peut approuver une annexe supplémentaire à la présente Convention ou une annexe à l'un de ses protocoles auquel elle est Partie en donne par écrit notification au Dépositaire dans l'année qui suit la date de communication de l'adoption par le Dépositaire. Ce dernier informe sans délai toutes les Parties de toute notification reçue. Une Partie peut à tout moment retirer une objection et l'annexe considérée entre alors en vigueur à l'égard de cette Partie sous réserve de l'alinéa c) ci-dessous;

c) Un an après la communication par le Dépositaire de l'adoption de l'annexe, celle-ci entre en vigueur à l'égard de toutes les Parties à la présente Convention ou au protocole considéré qui n'ont pas donné par écrit la notification prévue à l'alinéa b) ci-dessus.

3. La proposition, l'adoption et l'entrée en vigueur d'amendements aux annexes à la présente Convention ou à l'un de ses protocoles sont soumis à la même procédure que la proposition, l'adoption et l'entrée en vigueur des annexes à la Convention ou à l'un de ses protocoles.

4. Si une annexe supplémentaire ou un amendement à une annexe se rapporte à un amendement à la Convention ou à un protocole, cette annexe supplémentaire ou cet amendement n'entre en vigueur que lorsque l'amendement à la Convention ou au protocole considéré entre lui-même en vigueur.

Article 31

Droit de vote

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 ci-dessous, chaque Partie à la présente Convention ou à tout protocole dispose d'une voix.

2. Les organisations régionales d'intégration économique disposent, pour exercer leur droit de vote dans les domaines qui relèvent de leur compétence d'un nombre de voix égal au nombre de leurs Etats membres qui sont Parties à la Convention ou au protocole considéré. Elles n'exercent pas leur droit de vote si leurs Etats membres exercent le leur, et inversement.

Article 32

Rapports entre la présente Convention et ses protocoles

1. Aucun Etat ni aucune organisation régionale d'intégration économique ne peut devenir Partie à un protocole sans être ou devenir simultanément Partie à la présente Convention.

2. Les décisions prises en vertu d'un protocole sont prises par les seules Parties au protocole considéré. Toute Partie contractante qui n'a pas ratifié, accepté ou approuvé un protocole peut participer, en qualité d'observateur, à toute réunion des Parties à ce protocole.

4. De bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van wijzigingen wordt schriftelijk medegedeeld aan de Depositaris. Overeenkomstig het derde lid aangenomen wijzigingen worden tussen Partijen die deze hebben aanvaard van kracht op de negentigste dag na de nederlegging van de akten van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring door ten minste twee derde van de Partijen bij dit Verdrag of van de Partijen bij het desbetreffende protocol, tenzij in het desbetreffende protocol anders is bepaald. Daarna worden de wijzigingen voor elke andere Partij van kracht op de negentigste dag nadat die Partij haar akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van die wijzigingen heeft nedergelegd.

5. Voor de toepassing van dit artikel wordt onder « aanwezige Partijen die hun stem uitbrengen » verstaan Partijen die aanwezig zijn en voor- of tegenstemmen.

Artikel 30

Aanname en wijziging van bijlagen

1. De bijlagen bij dit Verdrag of bij protocollen maken een integrerend deel uit van het Verdrag of die protocollen, naar gelang het geval, en een verwijzing naar het Verdrag of protocol vormt tegelijkertijd een verwijzing naar de bijlagen daarbij, tenzij uitdrukkelijk anders is bepaald. De bijlagen hebben slechts betrekking op aangelegenheden van procedurele, wetenschappelijke, technische en administratieve aard.

2. Tenzij in een protocol anders is bepaald ten aanzien van de bijlagen daarbij, is de volgende procedure van toepassing op het voorstellen, het aanvaarden en het in werking treden van aanvullende bijlagen bij dit Verdrag of bijlagen bij een protocol.

a) Bijlagen bij dit Verdrag of bij een protocol worden voorgesteld en aangenomen in overeenstemming met de in artikel 29 uiteengezette procedure.

b) Een Partij die niet in staat is een aanvullende bijlage bij dit Verdrag of een bijlage bij een protocol waarbij zij Partij is goed te keuren, stelt de Depositaris daarvan schriftelijk in kennis binnen een jaar na de datum van mededeling van de aanname door de Depositaris. De Depositaris stelt alle Partijen onverwijld in kennis van elke ontvangen kennisgeving. Een Partij kan te allen tijde een eerdere verklaring van bezwaar herroepen, waarna de bijlagen voor die Partij in werking treden, behoudens het in letter c) bepaalde.

c) Na het verstrijken van een jaar na de datum van mededeling van de aanname door de Depositaris treedt de bijlage in werking voor alle Partijen bij dit Verdrag of bij het desbetreffende protocol die geen kennisgeving hebben gedaan als bedoeld in letter b).

3. Voor het voorstellen, het aannemen en het van kracht worden van wijzigingen op de bijlagen bij dit Verdrag of bij een protocol geldt dezelfde procedure als voor het voorstellen, het aannemen en het in werking treden van bijlagen bij het Verdrag of bij een protocol.

4. Indien een aanvullende bijlage of een wijziging op een bijlage verband houdt met een wijziging op het Verdrag of een protocol, treedt die aanvullende bijlage of die wijziging eerst in werking wanneer de wijziging op het Verdrag of het desbetreffende protocol van kracht wordt.

Artikel 31

Stemrecht

1. Behoudens het in het tweede lid bepaalde, heeft elke Partij bij dit Verdrag één stem.

2. Regionale organisaties voor economische integratie beschikken ter zake van binnen hun bevoegdheid vallende aangelegenheden over een aantal stemmen dat gelijk is aan het aantal stemmen van hun lidstaten die Partij zijn bij dit Verdrag of het desbetreffende protocol. Bedeelde organisaties oefenen hun stemrecht niet uit indien hun lidstaten hun stemrecht uitoefenen, en omgekeerd.

Artikel 32

Verhouding tussen dit Verdrag en de protocollen daarbij

1. Een Staat of regionale organisatie voor economische integratie kan geen Partij bij een protocol worden indien hij c.q. zij niet tevens Partij bij dit Verdrag is of wordt.

2. Besluiten ingevolge een protocol worden slechts genomen door de Partijen bij het desbetreffende protocol. Een Verdragsluitende Partij die een protocol niet heeft bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd kan als waarnemer deelnemen aan een vergadering van de Partijen bij dat protocol.

Article 33

Signature

La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats et organisations régionales d'intégration économique à Rio de Janeiro, du 5 au 14 juin 1992, et au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, du 15 juin 1992 au 4 juin 1993.

Article 34

Ratification, acceptation, approbation

1. La présente Convention et ses protocoles sont soumis à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des Etats et des organisations régionales d'intégration économique. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Dépositaire.

2. Toute organisation visée au paragraphe 1^{er} ci-dessus qui devient Partie à la présente Convention ou à l'un quelconque de ses protocoles et dont aucun Etat membre n'est lui-même Partie contractante, est liée par toutes les obligations énoncées dans la Convention ou dans le protocole considéré, selon le cas. Lorsqu'un ou plusieurs Etats membres d'une de ces organisations sont Parties à la Convention ou à un protocole, l'organisation et ses Etats membres conviennent de leurs responsabilités respectives en ce qui concerne l'exécution de leurs obligations en vertu de la Convention ou du protocole, selon le cas. En tel cas, l'organisation et ses Etats membres ne sont pas habilités à exercer concurremment leurs droits au titre de la Convention ou du protocole.

3. Dans leurs instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation, les organisations visées au paragraphe 1^{er} ci-dessus indiquent l'étendue de leurs compétences dans les domaines régis par la Convention ou par le protocole considéré. Elles informent également le Dépositaire de toute modification pertinente de l'étendue de ces compétences.

Article 35

Adhésion

1. La présente Convention et ses protocoles éventuels sont ouverts à l'adhésion des Etats et des organisations régionales d'intégration économique à partir de la date à laquelle la Convention ou le protocole considéré ne sont plus ouverts à la signature. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Dépositaire.

2. Dans leurs instruments d'adhésion, les organisations visées au paragraphe 1 ci-dessus indiquent l'étendue de leurs compétences dans les domaines régis par la Convention ou par le protocole considéré. Elles informent également le Dépositaire de toute modification pertinente de l'étendue de ces compétences.

3. Les dispositions du paragraphe 2 de l'article 34 s'appliquent aux organisations régionales d'intégration économique qui adhèrent à la présente Convention ou à l'un quelconque de ses protocoles.

Article 36

Entrée en vigueur

1. La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt du trentième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Un protocole entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt du nombre d'instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion précisé dans ledit protocole.

3. A l'égard de chacune des Parties contractantes qui ratifie, accepte ou approuve la présente Convention, ou y adhère, après le dépôt du trentième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt, par ladite Partie contractante, de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

4. A moins qu'il n'en dispose autrement, un protocole entre en vigueur pour une Partie contractante qui le ratifie, l'accepte, l'approuve ou y adhère après son entrée en vigueur conformément au paragraphe 2 ci-dessus, soit le quatre-vingt-dixième jour après la date de dépôt par cette Partie contractante de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, soit au moment où la Convention entre en vigueur pour cette Partie, la dernière date étant retenue.

5. Aux fins des paragraphes 1 et 2 ci-dessus, aucun des instruments déposés par une organisation régionale d'intégration économique n'est considéré comme un instrument venant s'ajouter aux instruments déjà déposés par les Etats membres de ladite organisation.

Artikel 33

Ondertekening

Dit Verdrag staat open voor ondertekening te Rio de Janeiro voor alle Staten en regionale organisaties voor economische integratie van 5 juni 1992 tot en met 14 juni 1992 en op de zetel van de Verenigde Naties te New York van 15 juni 1992 tot en met 4 juni 1993.

Artikel 34

Bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring

1. Dit Verdrag en elk protocol daarbij dienen te worden bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd door Staten en regionale organisaties voor economische integratie. De akten van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring dienen te worden nedergelegd bij de Depositaris.

2. Een in het eerste lid bedoelde organisatie die Partij wordt bij dit Verdrag of een protocol zonder dat één van haar lidstaten Partij is, is gebonden aan alle verplichtingen ingevolge het Verdrag of het protocol, naar gelang het geval. Wanneer één of meer lidstaten van zo'n organisatie Partij zijn bij dit Verdrag of een protocol, komen de organisatie en haar lidstaten hun onderscheiden verantwoordelijkheden overeen met betrekking tot de nakoming van hun verplichtingen ingevolge het Verdrag of een protocol, naar gelang het geval. In dergelijke gevallen zijn de organisatie en de lidstaten niet gerechtigd de uit het Verdrag of een protocol voortvloeiende rechten gelijktijdig uit te oefenen.

3. In hun akten van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring geven de in het eerste lid bedoelde organisaties de omvang van hun bevoegdheid ter zake van door het Verdrag of het desbetreffende protocol geregelde aangelegenheden aan. Deze organisaties stellen ook de Depositaris in kennis van elke relevante wijziging betreffende de omvang van hun bevoegdheid.

Artikel 35

Toetreding

1. Dit Verdrag en alle protocollen staan open voor toetreding door Staten en regionale organisaties voor economische integratie vanaf de datum waarop het Verdrag of het desbetreffende protocol is gesloten voor ondertekening. De akten van toetreding worden neergelegd bij de Depositaris.

2. In hun akten van toetreding geven de in het eerste lid bedoelde organisaties de omvang van hun bevoegdheid ter zake van de door het Verdrag of het desbetreffende protocol geregelde aangelegenheden aan. Deze organisaties stellen ook de Depositaris in kennis van elke relevante wijziging betreffende de omvang van hun bevoegdheid.

3. De bepalingen van artikel 34, tweede lid, zijn van toepassing op regionale organisaties voor economische integratie die toetreden tot dit Verdrag of een protocol.

Artikel 36

Inwerkingtreding

1. Dit Verdrag treedt in werking op de negentigste dag na de datum van nederlegging van de dertigste akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding.

2. Een protocol treedt in werking op de negentigste dag na de datum waarop het in het desbetreffende protocol genoemde aantal akten van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding is neergelegd.

3. Voor elke Verdragsluitende Partij die dit Verdrag bekrachtigt, aanvaardt of goedkeurt, dan wel hiertoe toetreedt, na de nederlegging van de dertigste akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding, treedt het in werking op de negentigste dag na de datum van nederlegging van de akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding door die Verdragsluitende Partij.

4. Tenzij daarin anders is bepaald, treedt een protocol voor een Verdragsluitende Partij die dat protocol bekrachtigt, aanvaardt of goedkeurt, dan wel daartoe toetreedt na zijn inwerkingtreding overeenkomstig het tweede lid, in werking op de negentigste dag na de datum waarop die Verdragsluitende Partij haar akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding heeft nedergelegd, of op de datum waarop dit Verdrag voor die Verdragsluitende Partij in werking treedt, indien deze datum later valt.

5. Voor de toepassing van het eerste en het tweede lid wordt een door een regionale organisatie voor economische integratie nedergelegde akte niet meegeteld naast de door haar lidstaten nedergelegde akten.

Article 37

Réserves

Aucune réserve ne peut être faite à la présente Convention.

Article 38

Dénonciation

1. A l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard d'une Partie contractante, cette Partie contractante peut à tout moment dénoncer la Convention par notification écrite au Dépositaire.

2. Toute dénonciation prend effet à l'expiration d'un délai d'un an suivant la date de sa réception par le Dépositaire, ou à toute autre date ultérieure qui pourra être spécifiée dans la notification de dénonciation.

3. Toute Partie contractante qui aura dénoncé la présente Convention sera considérée comme ayant également dénoncé les protocoles auxquels elle est Partie.

Article 39

Arrangements financiers provisoires

Sous réserve qu'il ait été intégralement restructuré, conformément aux dispositions de l'article 21, le Fonds pour l'environnement mondial du Programme des Nations Unies pour le développement, du Programme des Nations Unies pour l'environnement et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement est, provisoirement, la structure institutionnelle prévue par l'article 21, pour la période allant de l'entrée en vigueur de la présente Convention à la première réunion de la Conférence des Parties ou jusqu'à ce que la Conférence des Parties ait désigné une structure institutionnelle conformément à l'article 21.

Article 40

Arrangements intérimaires pour le Secrétariat

Le Secrétariat à fournir par le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement est le secrétariat prévu au paragraphe 2 de l'article 24, établi sur une base intérimaire pour la période allant de l'entrée en vigueur de la présente Convention à la première réunion de la Conférence des Parties.

Article 41

Dépositaire

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies assume les fonctions de Dépositaire de la présente Convention et de ses protocoles.

Article 42

Textes faisant foi

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

En foi de quoi les soussignés, à ce dûment habilités, ont signé la présente Convention.

Fait à Rio de Janeiro, le cinq juin mil neuf cent quatre-vingt-douze.

Annexe I

Identification et surveillance

1. Ecosystèmes et habitats : comportant une forte diversité, de nombreuses espèces endémiques ou mécanées, ou des étandues sauvages; nécessaires pour les espèces migratrices; ayant une importance sociale, économique, culturelle ou scientifique; ou qui sont représentatifs, uniques ou associés à des processus d'évolution ou d'autres processus biologiques essentiels;

2. Espèces et communautés qui sont : menacées; des espèces sauvages apparentées à des espèces domestiques ou cultivées; d'intérêt médicinal, agricole ou économique; d'importance sociale, scientifique ou culturelle; ou d'un intérêt pour la recherche sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, telles que les espèces témoins;

3. Génomes et gènes décrits revêtant une importance sociale, scientifique ou économique.

Artikel 37

Voorbehouden

Ten aanzien van dit Verdrag kan geen enkel voorbehoud worden gemaakt.

Artikel 38

Opzegging

1. Na het verstrijken van twee jaar na de datum waarop dit Verdrag voor een Verdragsluitende Partij in werking is getreden, kan die Verdragsluitende Partij te allen tijde het Verdrag opzeggen door middel van een schriftelijke kennisgeving aan de Depositaris.

2. De opzegging wordt van kracht na het verstrijken van een jaar na de datum waarop de Depositaris de kennisgeving van opzegging heeft ontvangen, of op enige latere in bedoelde kennisgeving vermelde datum.

3. Een Verdragsluitende Partij die dit Verdrag opzegt, wordt geacht ook elk protocol waarbij zij partij is te hebben opgezegd.

Artikel 39

Voorlopige financiële regelingen

Op voorwaarde dat deze volledig is geherstructureerd, in overeenstemming met de bepalingen van artikel 21, is de Global Environment Facility van het Ontwikkelingsprogramma van de Verenigde Naties, het Milieuprogramma van de Verenigde Naties en de Internationale Bank voor Herstel en Ontwikkeling tijdelijk de in artikel 21 bedoelde institutionele structuur, zulks voor het tijdvak tussen de inwerkingtreding van dit Verdrag en de eerste vergadering van de Conferentie van de Partijen of totdat de Conferentie van de Partijen besluit welke institutionele structuur zal worden aangewezen overeenkomstig artikel 21.

Artikel 40

Voorlopige regelingen voor het Secretariaat

Het door de Uitvoerend Directeur van het Milieuprogramma van de Verenigde Naties ter beschikking te stellen Secretariaat is het in artikel 24, tweede lid, bedoelde tijdelijke Secretariaat, zulks voor het tijdvak tussen de inwerkingtreding van dit Verdrag en de eerste vergadering van de Conferentie van de Partijen.

Artikel 41

Depositaris

De Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties neemt de taken van Depositaris van dit Verdrag en de protocollen daarbij op zich.

Artikel 42

Authentieke teksten

Het oorspronkelijke exemplaar van dit Verdrag, waarvan de Arabische, de Chinese, de Engelse, de Franse, de Russische en de Spaanse tekst gelijkelijk authentiek zijn, wordt nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties.

Ten blijke waarvan de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd, dit Verdrag hebben ondertekend.

Gedaan te Rio de Janeiro, op 5 juni negentienhonderd en tweeëntwintig.

Bijlage I

Inventarisatie en toezicht

1. Ecosystemen en habitats : die een grote diversiteit, grote aantallen inheemse of bedreigde soorten of ongerepte gebieden omvatten die nodig zijn voor trekkende soorten; die van sociaal, economisch cultureel of wetenschappelijk belang zijn; of die representatief of uniek zijn of verband houden met essentiële evolutieprocessen of andere biologische processen.

2. Soorten en gemeenschappen die bedreigd zijn; wilde verwanten zijn van gedomesticeerde of gecultiveerde soorten; van geneeskundige, landbouwkundige of andere economische waarde zijn; van sociaal, wetenschappelijk of cultureel belang zijn; van belang zijn voor onderzoek naar het behoud en het duurzame gebruik van de biologische diversiteit, zoals indicatorsoorten.

3. Beschreven genomen en genen van sociaal, wetenschappelijk of economisch belang.

Annexe II

PREMIERE PARTIE

Arbitrage

Article premier

La Partie requérante notifie au Secrétariat que les Parties renvoient un différend à l'arbitrage conformément à l'article 27. La notification indique l'objet de l'arbitrage et notamment les articles de la Convention ou du protocole dont l'interprétation ou l'application font l'objet du litige. Si les Parties ne s'accordent pas sur l'objet du litige avant la désignation du Président du Tribunal arbitral, c'est ce dernier qui le détermine. Le Secrétariat communique les informations ainsi reçues à toutes les Parties à la Convention ou au protocole concerné.

Article 2

1. En cas de différend entre deux Parties, le Tribunal arbitral est composé de trois membres. chacune des Parties au différend nomme un arbitre; les deux arbitres ainsi nommés désignent d'un commun accord le troisième arbitre, qui assume la présidence du Tribunal. Ce dernier ne doit pas être ressortissant de l'une des Parties au différend, ni avoir sa résidence habituelle sur le territoire de l'une de ces Parties, ni se trouver au service de l'une d'elles, ni s'être déjà occupé de l'affaire à aucun titre.

2. En cas de différend entre plus de deux Parties, les Parties ayant le même intérêt désignent un arbitre d'un commun accord.

3. En cas de vacance, il est pourvu à la vacance selon la procédure prévue pour la nomination initiale.

Article 3

1. Si dans un délai de deux mois après la nomination du deuxième arbitre, le Président du Tribunal arbitral n'est pas désigné, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies procède, à la requête d'une Partie, à sa désignation dans un nouveau délai de deux mois.

2. Si, dans un délai de deux mois après réception de la requête, l'une des Parties au différend n'a pas procédé à la nomination d'un arbitre, l'autre Partie peut saisir le Secrétaire général, qui procède à la désignation dans un nouveau délai de deux mois.

Article 4

Le Tribunal arbitral rend ses décisions conformément aux dispositions de la présente Convention, à tout protocole concerné et au droit international.

Article 5

Sauf si les Parties au différend en décident autrement, le Tribunal arbitral établit ses propres règles de procédure.

Article 6

A la demande d'une des Parties, le Tribunal arbitral peut recommander les mesures conservatoires indispensables.

Article 7

Les Parties au différend facilitent les travaux du Tribunal arbitral et, en particulier, utilisent tous les moyens à leur disposition pour :

a) Fournir au Tribunal tous les documents, renseignements et facilités nécessaires;

b) Permettre au Tribunal, en cas de besoin, de faire comparaître des témoins ou des experts et d'enregistrer leur déposition.

Article 8

Les Parties et les arbitres sont tenus de conserver le caractère confidentiel de tout renseignement qu'ils obtiennent confidentiellement au cours des audiences du Tribunal arbitral.

Article 9

A moins que le Tribunal arbitral n'en décide autrement du fait des circonstances particulières de l'affaire, les frais du Tribunal sont pris en charge, à parts égales, par les Parties au différend. Le Tribunal tient un relevé de tous ses frais et en fournit un état final aux Parties.

Bijlage II

TITEL 1

Arbitrage

Artikel 1

De eisende partij stelt het Secretariaat in kennis van het feit dat de partijen een geschil onderwerpen aan arbitrage overeenkomstig artikel 27. In de kennisgeving dienen te worden vermeld het onderwerp van de arbitrage en met name de artikelen van het Verdrag of het protocol waarvan de uitlegging of toepassing in het geding zijn. Indien de partijen geen overeenstemming kunnen bereiken over het onderwerp van het geding voordat de voorzitter van het scheidsgericht wordt aangewezen, wordt dit bepaald door het scheidsgerecht. Het Secretariaat doet de aldus ontvangen informatie toekomen aan alle Verdrag-sluitende Partijen bij dit Verdrag of bij het desbetreffende protocol

Artikel 2

1. Bij geschillen tussen twee partijen bestaat het scheidsgerecht uit drie leden; Elk der partijen bij het geschil benoemt een scheidsman, en de twee aldus benoemde scheidsmannen wijzen in onderlinge overeenstemming de derde scheidsman aan, die als voorzitter van het scheidsgerecht fungeert. Laatstgenoemde mag geen onderdaan zijn van één der partijen bij het geschil, noch zijn vaste woon- of verblijfplaats hebben op het grondgebied van één van die partijen, noch werkzaam zijn in dienst van één van hen, noch zich in enigerlei hoedanigheid met de zaak hebben beziggehouden;

2. Bij geschillen tussen meer dan twee partijen, wijzen partijen met hetzelfde belang gezamenlijk een scheidsman aan;

3. Een vacature wordt vervuld op wijze als voorgeschreven voor de aanvankelijke benoeming.

Artikel 3

1. Indien binnen twee maanden na de benoeming van de tweede scheidsman geen voorzitter van het scheidsgerecht is aangewezen, wijst de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties op verzoek van een partij de voorzitter aan binnen een nieuwe termijn van twee maanden.

2. Indien één van de partijen bij het geschil binnen twee maanden na ontvangst van het verzoek geen scheidsman heeft benoemd, kan de andere partij hiervan kennisgeving doen aan de Secretaris-Generaal, die de aanwijzing verricht binnen een termijn van twee maanden.

Artikel 4

Het scheidsgerecht neemt zijn beslissingen in overeenstemming met de bepalingen van dit Verdrag, het desbetreffende protocol en het internationale recht.

Artikel 5

Tenzij de partijen bij het geding anders overeenkomen, stelt het scheidsgerecht zijn eigen procedureregels vast.

Artikel 6

Het scheidsgerecht kan op verzoek van één van de partijen essentiële voorlopige maatregelen ter bescherming aanbevelen.

Artikel 7

De partijen bij het geschil dienen de werkzaamheden van het scheidsgerecht te vergemakkelijken en dienen met name, met gebruikmaking van alle hun ter beschikking staande middelen :

a) aan het scheidsgerecht alle ter zake dienende stukken, gegevens en voorzieningen ter beschikking te stellen; en

b) het scheidsgerecht in staat te stellen, indien nodig, getuigen en deskundigen op te roepen en hun verklaring te doen optekenen.

Artikel 8

De partijen en de scheidsmannen zijn verplicht het vertrouwelijk karakter te handhaven van alle informatie die zij in vertrouwen hebben ontvangen in de loop van de procedure voor het scheidsgerecht.

Artikel 9

Tenzij het scheidsgerecht anders beslist gelet op de bijzondere omstandigheden van de zaak, worden de kosten van het scheidsgerecht in gelijke delen gedragen door de partijen bij het geding. Het scheidsgerecht houdt aantekening van alle kosten en doet een eindoverzicht toekomen aan de partijen.

Article 10

Toute Partie contractante ayant, en ce qui concerne l'objet du différend, un intérêt d'ordre juridique susceptible d'être affecté par la décision, peut intervenir dans la procédure avec le consentement du Tribunal.

Article 11

Le Tribunal peut connaître et décider des demandes reconventionnelles directement liées à l'objet du différend.

Article 12

Les décisions du Tribunal arbitral, tant sur la procédure que sur le fond, sont prises à la majorité des voix de ses membres.

Article 13

Si l'une des Parties au différend ne se présente pas devant le Tribunal arbitral ou ne défend pas sa cause, l'autre Partie peut demander au Tribunal de poursuivre la procédure et de prononcer sa décision. Le fait qu'une des Parties ne se soit pas présentée devant le Tribunal ou se soit abstenue de faire valoir ses droits ne fait pas obstacle à la procédure. Avant le prononcer sa sentence définitive, le Tribunal arbitral doit s'assurer que la demande est fondée dans les faits et en droit.

Article 14

Le Tribunal prononce sa sentence définitive au plus tard cinq mois à partir de la date à laquelle il a été créé, à moins qu'il n'estime nécessaire de prolonger ce délai pour une période qui ne devrait pas excéder cinq mois supplémentaires.

Article 15

La sentence définitive du Tribunal arbitral est limitée à la question qui fait l'objet du différend et est motivée. Elle contient les noms des membres qui ont participé au délibéré et la date à laquelle elle a été prononcée. Tout membre du Tribunal peut y annexer un avis distinct ou une opinion divergente.

Article 16

La sentence est obligatoire pour les Parties au différend. Elle est sans appel, à moins que les Parties ne se soient entendues d'avance sur une procédure d'appel.

Article 17

Tout différend qui pourrait surgir entre les Parties au différend concernant l'interprétation ou l'exécution de la sentence peut être soumis par l'une des Parties au Tribunal arbitral qui l'a rendue.

DEUXIEME PARTIE

Conciliation

Article premier

Une Commission de conciliation est créée à la demande de l'une des Parties au différend. A moins que les Parties n'en conviennent autrement, la Commission se compose de cinq membres, chaque Partie concernée en désignant deux et le Président étant choisi d'un commun accord par les membres ainsi désignés.

Article 2

En cas de différend entre plus de deux Parties, le Parties ayant le même intérêt leurs membres de la Commission d'un commun accord. Lorsque deux Parties au moins ont des intérêts indépendants ou lorsqu'elles sont en désaccord sur la question de savoir si elles ont le même intérêt, elles nomment leurs membres séparément.

Article 3

Si, dans un délai de deux mois après la demande de création d'une commission de conciliation, tous les membres de la Commission n'ont pas été nommés par les Parties, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies procède, à la requête de la Partie qui a fait la demande, aux désignations nécessaires dans un nouveau délai de deux mois.

Article 4

Si, dans un délai de deux mois après la dernière nomination d'un membre de la Commission, celle-ci n'a pas choisi son Président, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies procède, à la requête d'une Partie, à la désignation du Président dans un nouveau délai de deux mois.

Artikel 10

Een Verdragsluitende Partij die een belang van juridische aard bij het onderwerp van het geding heeft, dat door de beslissing kan worden geraakt, kan met instemming van het scheidsgerecht interveniëren in de procedure.

Artikel 11

Het scheidsgerecht kan kennis nemen van en uitspraak doen over eisen in reconventie die rechtstreeks verband houden met het onderwerp van het geding.

Artikel 12

Beslissingen van het scheidsgerecht, zowel aangaande de procedure als aangaande de zaak zelve, worden genomen met een meerderheid van stemmen van de leden.

Artikel 13

Indien één van de partijen bij het geschil niet voor het scheidsgerecht verschijnt, of verzuimt haar zaak te verdedigen, kan de andere partij het scheidsgerecht verzoeken de procedure voort te zetten en uitspraak te doen. Niet-verschijnen of verzuim de zaak te verdedigen vormt geen beletsel voor de voortgang van de procedure. Alvorens zijn einduitspraak te doen, dient het scheidsgerecht zich ervan te vergewissen dat de eis zowel ten aanzien van de feiten, als ten aanzien van het recht gegrond is.

Artikel 14

Het scheidsgerecht doet binnen vijf maanden, te rekenen vanaf de datum waarop het volledig is samengesteld einduitspraak, tenzij het scheidsgerecht het noodzakelijk acht deze termijn met maximaal vijf maanden te verlengen.

Artikel 15

De einduitspraak van het scheidsgerecht dient uitsluitend betrekking te hebben op het onderwerp van het geding en dient met redenen te zijn omkleed. De namen van de leden die aan de beraadslaging hebben deelgenomen en de datum van de einduitspraak dienen daarin te zijn vermeld. Elk lid van het scheidsgerecht kan een afzonderlijk of afwijkend oordeel aan de einduitspraak hechten.

Artikel 16

De uitspraak is bindend voor de partijen bij het geding. De uitspraak is niet vatbaar voor beroep, tenzij de partijen bij het geschil van tevoren een beroepsprocedure zijn overeengekomen.

Artikel 17

Elk geschil dat tussen de partijen bij het geding mocht ontstaan met betrekking tot de uitlegging of de wijze van tenuitvoerlegging van de einduitspraak kan door één van beide partijen worden voorgelegd aan het scheidsgerecht dat de uitspraak heeft gedaan.

TITEL 2

Conciliatie

Artikel 1

Op verzoek van één van de partijen bij het geding wordt een conciliatiecommissie gevormd. Tenzij de partijen anders overeenkomen, bestaat de commissie uit vijf leden: waarvan elke partij; er twee benoemt en een voorzitter gezamenlijk door die leden wordt gekozen.

Artikel 2

Bij geschillen tussen meer dan twee partijen, benoemen de partijen die een gemeenschappelijk belang hebben hun leden van de commissie gezamenlijk. Wanneer twee of meer partijen verschillende belangen hebben of wanneer er onenigheid bestaat omtrent de vraag of zij hetzelfde belang hebben, benoemen zij hun leden afzonderlijk.

Artikel 3

Indien binnen twee maanden na de datum van het verzoek tot vorming van een conciliatiecommissie benoemingen door partijen niet zijn verricht, worden die benoemingen, indien de partij die het verzoek heeft ingediend zulks verzoekt, verricht door de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties binnen een nieuwe termijn van twee maanden.

Artikel 4

Indien binnen twee maanden na de benoeming van het laatste lid van de conciliatiecommissie geen voorzitter is gekozen, wordt de voorzitter, indien een partij zulks verzoekt, benoemd door de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties binnen een nieuwe termijn van twee maanden.

Article 5

La Commission de conciliation prend ses décisions à la majorité des voix de ses membres. A moins que les Parties au différend n'en conviennent autrement, elle établit sa propre procédure. Elle rend une proposition de résolution du différend que les Parties examinent de bonne foi.

Article 6

En cas de désaccord au sujet de la compétence de la Commission de conciliation, celle-ci décide si elle est ou non compétente.

Artikel 5

De conciliatiecommissie neemt haar besluiten met een meerderheid van stemmen van haar leden. Zij stelt haar eigen procedureregels vast tenzij de partijen bij het geschil anders overeenkomen. Zij doet een voorstel tot oplossing van het geschil, hetwelk de partijen te goeder trouw in overweging nemen.

Artikel 6

Een verschil van mening omtrent de vraag of de conciliatiecommissie bevoegd is, zal door de Commissie worden beslist.

Liste des pays	Date du dépôt de l'instrument de ratification, d'adhésion (a), d'approbation (AA) ou d'acceptation (A)	Date de l'entrée en vigueur
Afrique du Sud	2 novembre 1995	31 janvier 1996
Albanie	5 janvier 1994 (a)	5 avril 1994
Algérie	14 août 1995	12 novembre 1995
Allemagne	21 décembre 1993	21 mars 1994
Antigua-et-Barbuda	9 mars 1993	29 décembre 1993
Argentine	22 novembre 1994	20 février 1995
Arménie	14 mai 1993 (A)	29 décembre 1993
Australie	18 juin 1993	29 décembre 1993
Autriche	18 août 1994	16 novembre 1994
Bahamas	2 septembre 1993	29 décembre 1993
Bahrein	30 août 1996	28 novembre 1996
Bangladesh	3 mai 1994	1 août 1994
Barbade	10 décembre 1993	10 mars 1994
Belarus	8 septembre 1993	29 décembre 1993
Belgique	22 novembre 1996	20 février 1997
Belize	30 décembre 1993	30 mars 1994
Bénin	30 juin 1994	28 septembre 1994
Bhoutan	25 août 1995	23 novembre 1995
Bolivie	3 octobre 1994	1 janvier 1995
Botswana	12 octobre 1995	10 janvier 1996
Bésil	28 février 1994	29 mai 1994
Bulgarie	17 avril 1996	16 juillet 1996
Burkina Faso	2 septembre 1993	29 décembre 1993
Cambodge	9 février 1995 (a)	10 mai 1995
Cameroon	19 octobre 1994	17 janvier 1995
Canada	4 décembre 1992	29 décembre 1993
Cap Vert	29 mars 1995	27 juin 1995
Centrafrique	15 mars 1995	13 juin 1995
Chili	9 septembre 1994	8 décembre 1994
Chine	5 janvier 1993	29 décembre 1993
Chypre	10 juillet 1996	8 octobre 1996
Colombie	28 novembre 1994	26 février 1995
Comores	29 septembre 1994	28 décembre 1994
Communauté européenne	21 décembre 1993 (AA)	21 mars 1994
Congo	1 août 1996	30 octobre 1996
Corée (République de)	3 octobre 1994	1 janvier 1995

Lijst van Staten	Datum van de neerlegging van de bekrachtigings-, de toetredings- (T), de Goedkeurings- (G) of de aanvaardingsoorkonde (A)	Datum van de inwerkingtreding
Albanië	5 januari 1994 (T)	5 april 1994
Algerije	14 augustus 1995	12 november 1995
Antigua en Barbuda	9 maart 1993	29 december 1993
Argentinië	22 november 1994	20 februari 1995
Armenië	14 mei 1993 (A)	29 december 1993
Australië	18 juni 1993	29 december 1993
Bahama's	2 september 1993	29 december 1993
Bahrein	30 augustus 1996	28 november 1996
Bangladesh	3 mei 1994	1 augustus 1994
Barbados	10 december 1993	10 maart 1994
België	22 november 1996	20 februari 1997
Belize	30 december 1993	30 maart 1994
Benin	30 juni 1994	28 september 1994
Bhutan	25 augustus 1995	23 november 1995
Bolivia	3 oktober 1994	1 januari 1995
Botswana	12 oktober 1995	10 januari 1996
Brazilië	28 februari 1994	29 mei 1994
Bulgarije	17 april 1996	16 juli 1996
Burkina Faso	2 september 1993	29 december 1993
Cambodja	9 februari 1995 (T)	10 mei 1995
Cameroon	19 oktober 1994	17 januari 1995
Canada	4 december 1992	29 december 1993
Centraal-Afrikaanse Republiek	15 maart 1995	13 juni 1995
Chili	9 september 1994	8 december 1994
China	5 januari 1993	29 december 1993
Colombia	28 november 1994	26 februari 1995
Comoren	29 september 1994	28 december 1994
Congo	1 augustus 1996	30 oktober 1996
Cookeilanden	20 april 1993	29 december 1993
Costa Rica	26 augustus 1994	24 november 1994
Cyprus	10 juli 1996	8 oktober 1996
Cuba	8 maart 1994	6 juni 1994
Denemarken	21 december 1993	21 maart 1994
Djibouti	1 september 1994	30 november 1994
Dominica	6 april 1994 (T)	5 juli 1994
Duitsland	21 december 1993	21 maart 1994

Liste des pays	Date du dépôt de l'instrument de ratification, d'adhésion (a), d'approbation (AA) ou d'acceptation (A)	Date de l'entrée en vigueur	Lijst van Staten	Datum van de neerlegging van de bekrachtigings-, de toetredings- (T), de Goedkeurings- (G) of de aanvaardingsoorkonde (A)	Datum van de inwerkingtreding
Corée (Rép. pop. dém.)	26 octobre 1994 (AA)	24 janvier 1995	Ecuador	23 februari 1995	29 december 1993
Costa-Rica	26 août 1994	24 novembre 1994	Egypte	2 juni 1994	31 augustus 1994
Côte d'Ivoire	29 novembre 1994	27 février 1995	El Salvador	8 september 1994	7 december 1994
Croatie	7 octobre 1996	5 janvier 1997	Erithrea	21 maart 1996 (T)	19 juni 1996
Cuba	8 mars 1994	6 juin 1994	Equatoriaal Guinée	6 december 1994 (T)	6 maart 1994
Danemark	21 décembre 1993	21 mars 1994	Estland	27 juli 1994	25 oktober 1994
Djibouti	1 septembre 1994	30 novembre 1994	Ethiopie	5 april 1994	4 juli 1994
Dominique	6 avril 1994 (a)	5 juillet 1994	Europese Gemeenschap	21 december 1993 (G)	21 maart 1994
Egypte	2 juin 1994	31 août 1994	Fiji	25 februari 1993	29 december 1993
El Salvador	8 septembre 1994	7 décembre 1994	Filipijnen	8 oktober 1993	6 januari 1994
Equateur	23 février 1993	29 décembre 1993	Finland	27 juli 1994 (A)	25 oktober 1994
Eritrée	21 mars 1996 (a)	19 juin 1996	Frankrijk	1 juli 1994	30 september 1994
Espagne	21 décembre 1993	21 mars 1994	Gambie	10 juni 1994	8 september 1994
Estonie	27 juillet 1994	25 octobre 1994	Georgie	2 juni 1994 (T)	31 augustus 1994
Ethiopie	5 avril 1994	4 juillet 1994	Ghana	29 augustus 1994	27 novembre 1994
Fédération de Russie	5 avril 1995	4 juillet 1995	Grenada	11 augustus 1994	9 novembre 1994
Fidji	25 février 1993	29 décembre 1993	Groot-Brittannië	3 juni 1994	1 september 1994
Finlande	27 juillet 1994 (A)	25 octobre 1994	Guatemala	10 juli 1995	8 oktober 1995
France	1 juillet 1994	30 septembre 1994	Guinée	7 mei 1993	29 december 1993
Gambie	10 juin 1994	8 septembre 1994	Guinée-Bissau	27 oktober 1995	25 januari 1996
Géorgie	2 juin 1994 (a)	31 août 1994	Guyana	29 augustus 1994	27 novembre 1994
Ghana	29 août 1994	27 novembre 1994	Griekenland	4 augustus 1994	2 november 1994
Grande-Bretagne	3 juin 1994	1 septembre 1994	Haiti	25 september 1996	24 december 1996
Grèce	4 août 1994	2 novembre 1994	Honduras	31 juli 1995	29 oktober 1995
Grenade	11 août 1994	9 novembre 1994	Hongarije	24 februari 1994	25 mei 1994
Guatemala	10 juillet 1995	8 octobre 1995	Ierland	22 maart 1996	20 juni 1996
Guinée	7 mai 1993	29 décembre 1993	IJsland	12 september 1994	11 december 1994
Guinée-Bissau	27 octobre 1995	25 janvier 1996	India	18 februari 1994	19 mei 1994
Guinée équatoriale	6 décembre 1994 (a)	6 mars 1994	Indonesië	23 augustus 1994	21 novembre 1994
Guyane	29 août 1994	27 novembre 1994	Iran	6 augustus 1996	4 november 1996
Haiti	25 septembre 1996	24 décembre 1996	Israël	7 augustus 1995	5 november 1995
Honduras	31 juillet 1995	29 octobre 1995	Italië	15 april 1994	14 juli 1994
Hongrie	24 février 1994	25 mai 1994	Ivoorkust	29 novembre 1994	27 februari 1995
Iles Cook	20 avril 1993	29 décembre 1993	Jamaica	6 januari 1995	6 april 1995
Iles Marshall	8 octobre 1992	29 décembre 1993	Japan	28 mei 1993 (A)	29 december 1993
Iles Salomon	3 octobre 1995	1 janvier 1996	Jordanië	12 november 1993	10 februari 1994
Inde	18 février 1994	19 mai 1994	Kanpverdië	29 maart 1995	27 juni 1995
Indonésie	23 août 1994	21 novembre 1994	Kazachstan	6 september 1994	5 december 1994
Iran	6 août 1996	4 novembre 1996	Kenya	26 juli 1994	24 oktober 1994
Irlande	22 mars 1996	20 juin 1996	Kirgizië	6 augustus 1996 (T)	4 november 1996
Islande	12 septembre 1994	11 décembre 1994	Kiribati	16 augustus 1994 (T)	14 november 1994
Israël	7 août 1995	5 novembre 1995	Korea (Republiek)	3 oktober 1994	1 januari 1995
Italie	15 avril 1994	14 juillet 1994	Korea (Dem. Volksrepubliek)	26 oktober 1994 (G)	24 januari 1995

Liste des pays	Date du dépôt de l'instrument de ratification, d'adhésion (a), d'approbation (AA) ou d'acceptation (A)	Date de l'entrée en vigueur	Lijst van Staten	Datum van de neerlegging van de bekrachtigings-, de toetredings-, de Goedkeurings- (G) of de aanvaardingsoorkonde (A)	Datum van de inwerkingtreding
Jamaïque	6 janvier 1995	6 avril 1995	Kroatië	7 oktober 1996	5 januari 1997
Japon	28 mai 1993 (A)	29 décembre 1993	Laos	20 septembre 1996 (T)	19 december 1996
Jordanie	12 novembre 1993	10 février 1994	Lesotho	10 janvier 1995	15 mai 1995
Kazakhstan	6 septembre 1994	5 décembre 1994	Letland	14 décembre 1995	13 maart 1996
Kenya	26 juillet 1994	24 octobre 1994	Libanon	15 décembre 1994	15 maart 1995
Kirghistan	6 août 1996 (a)	4 novembre 1996	Litouwen	1 februari 1996	1 mei 1996
Kiribati	16 août 1994 (a)	14 novembre 1994	Luxemburg	9 mai 1994	7 augustus 1994
Laos	20 septembre 1996 (a)	19 décembre 1996	Madagascar	4 maart 1996	2 juni 1996
Lesotho	10 janvier 1995	10 avril 1995	Malawi	2 februari 1994	3 mei 1994
Lettonie	14 décembre 1995	13 mars 1996	Maldives	9 novembre 1992	29 december 1993
Liban	15 décembre 1994	15 mars 1995	Malaisie	24 juni 1994	22 september 1994
Lituanie	1 février 1996	1 mai 1996	Mali	29 maart 1995	27 juni 1995
Luxembourg	9 mai 1994	7 août 1994	Marokko	21 augustus 1995	19 november 1995
Madagascar	4 mars 1996	2 juin 1996	Marshallleilanden	8 oktober 1992	29 december 1993
Malaisie	24 juin 1994	22 septembre 1994	Mauritanie	16 augustus 1996	14 november 1996
Malawi	2 février 1994	3 mai 1994	Mauritius	4 september 1992	29 december 1993
Maldives	9 novembre 1992	29 décembre 1993	Mexico	11 maart 1993	29 december 1993
Mali	29 mars 1995	27 juin 1995	Micronesia	20 juni 1994	18 september 1994
Maroc	21 août 1995	19 novembre 1995	Moldavie	20 oktober 1995	18 januari 1996
Maurice	4 septembre 1992	29 décembre 1993	Monaco	20 novembre 1992	29 december 1993
Mauritanie	16 août 1996	14 novembre 1996	Mongolie	30 septembre 1993	29 december 1993
Mexique	11 mars 1993	29 décembre 1993	Mozambique	25 augustus 1995	23 november 1995
Micronésie	20 juin 1994	18 septembre 1994	Myanmar	25 novembre 1994	23 februari 1995
Moldova (République)	20 octobre 1995	18 janvier 1996	Nauru	11 novembre 1993	9 februari 1994
Monaco	20 novembre 1992	29 décembre 1993	Nederland	12 juli 1994 (A)	10 oktober 1994
Mongolie	30 septembre 1993	29 décembre 1993	Nepal	23 novembre 1993	21 februari 1994
Mozambique	25 août 1995	23 novembre 1995	Nieuw-Zeeland	16 septembre 1993	29 december 1993
Myanmar	25 novembre 1994	23 février 1995	Nicaragua	20 novembre 1995	18 februari 1996
Nauru	11 novembre 1993	9 février 1994	Niger	25 juli 1995	23 oktober 1995
Népal	23 novembre 1993	21 février 1994	Nigeria	29 augustus 1994	27 november 1994
Nicaragua	20 novembre 1995	18 février 1996	Nioua	28 februari 1996 (T)	28 mai 1996
Niger	25 juillet 1995	23 octobre 1995	Noorwegen	9 juli 1993	29 december 1993
Nigéria	29 août 1994	27 novembre 1994	Oekraïne	7 februari 1995	8 mei 1995
Niue	28 février 1996 (a)	28 mai 1996	Oezbekistan	19 juli 1995 (T)	17 oktober 1995
Norvège	9 juillet 1993	28 décembre 1993	Oman	8 februari 1995	9 mei 1995
Nouvelle-Zélande	16 septembre 1993	29 décembre 1993	Oostenrijk	18 augustus 1994	16 november 1994
Oman	8 février 1995	9 mai 1995	Pakistan	26 juli 1994	24 oktober 1994
Ouganda	8 septembre 1993	29 décembre 1993	Panama	17 januari 1995	17 april 1995
Ouzbekistan	19 juillet 1995 (a)	17 octobre 1995	Papoea-Nieuw-Guinea	16 maart 1993	29 december 1993
Pakistan	26 juillet 1994	24 octobre 1994	Paraguay	24 februari 1994	25 mai 1994
Panama	17 janvier 1995	17 avril 1995	Peru	7 juni 1993	29 december 1993
Papouasie-Nouvelle Guinée	16 mars 1993	29 décembre 1993	Polen	18 januari 1996	17 april 1996
Paraguay	24 février 1994	25 mai 1994	Portugal	21 décembre 1993	21 maart 1994
Pays-Bas	12 juillet 1994 (A)	10 octobre 1994	Qatar	21 augustus 1996	19 november 1996
Pérou	7 juin 1993	29 décembre 1993	Roumanie	17 augustus 1994	15 november 1994

Liste des pays	Date du dépôt de l'instrument de ratification, d'adhésion (a), d'approbation (AA) ou d'acceptation (A)	Date de l'entrée en vigueur	Lijst van Staten	Datum van de neerlegging van de bekrachtigings-, de toetredings- (T), de Goedkeurings- (G) of de aanvaardingsoorkonde (A)	Datum van de inwerkingtreding
Philippines	8 octobre 1993	6 janvier 1994	Ruanda	29 mei 1996	27 augustus 1996
Pologne	18 janvier 1996	17 avril 1996	Russische Federatie	5 april 1995	4 juli 1995
Portugal	21 décembre 1993	21 mars 1994	Saint Kitts en Nevis	7 januari 1993	29 december 1993
Qatar	21 août 1996	19 novembre 1996	Saint Lucia	28 juli 1993 (T)	29 december 1993
Roumanie	17 août 1994	15 novembre 1994	Saint Vincent	3 juni 1996 (T)	1 september 1996
Rwanda	29 mai 1996	27 août 1996	Salomonseilanden	3 oktober 1995	1 januari 1996
Sainte Lucie	28 juillet 1993 (a)	29 décembre 1993	San Marino	28 oktober 1994	26 januari 1995
Saint-Kitts-et-Nevis	7 janvier 1993	29 décembre 1993	Samoa	9 februari 1994	10 mei 1994
Saint Marin	28 octobre 1994	26 janvier 1995	Senegal	17 oktober 1994	15 januari 1995
Saint Vincent	3 juin 1996 (a)	1 septembre 1996	Seychelles	22 september 1992	29 december 1993
Samoa	9 février 1994	10 mai 1994	Sierra Leone	12 december 1994 (T)	12 maart 1995
Sénégal	17 octobre 1994	15 janvier 1995	Singapore	21 december 1995	20 maart 1996
Seychelles	22 septembre 1992	29 décembre 1993	Slovakije	25 augustus 1994 (G)	23 november 1994
Sierra Leone	12 décembre 1994 (a)	12 mars 1995	Slovenië	9 juli 1996	7 oktober 1996
Singapore	21 décembre 1995	20 mars 1996	Spanje	21 december 1993	21 maart 1994
Slovaquie	25 août 1994 (AA)	23 novembre 1994	Sri Lanka	23 maart 1994	21 juni 1994
Slovénie	9 juillet 1996	7 octobre 1996	Sudan	30 oktober 1995	28 januari 1996
Soudan	30 octobre 1995	28 janvier 1996	Suriname	12 januari 1996 (T)	11 april 1996
Sri Lanka	23 mars 1994	21 juin 1994	Swaziland	9 november 1994	7 februari 1995
Suède	16 décembre 1993	16 mars 1994	Syrie	4 januari 1996 (G)	3 april 1996
Suisse	21 novembre 1994	19 février 1995	Tanzania	8 maart 1996	6 juni 1996
Suriname	12 janvier 1996 (a)	11 avril 1996	Togo	4 oktober 1995 (A)	2 februari 1996
Swaziland	9 novembre 1994	7 février 1995	Trinidad en Tobago	1 augustus 1996	30 oktober 1996
Syrie	4 janvier 1996 (AA)	3 avril 1996	Tsjaad	7 juni 1994	5 september 1994
Tanzanie	8 mars 1996	6 juin 1996	Tsjechië	3 december 1993 (G)	3 maart 1994
Tchad	7 juin 1994	5 septembre 1994	Tunesië	15 juli 1993	29 december 1993
Tchèque (Rép.)	3 décembre 1993 (AA)	3 mars 1994	Turkmenistan	18 september 1996 (T)	17 december 1996
Togo	4 octobre 1995 (A)	2 février 1996	Uganda	8 september 1993	29 december 1993
Trinité-et-Tobago	1 août 1996	30 octobre 1996	Uruguay	5 november 1993	3 februari 1994
Tunisie	15 juillet 1993	29 décembre 1993	Vanuatu	25 maart 1993	29 december 1993
Turkmenistan	18 septembre 1996 (a)	17 décembre 1996	Venezuela	13 september 1994	12 december 1994
Ukraine	7 février 1995	8 mai 1995	Vietnam	16 november 1994	14 februari 1995
Uruguay	5 novembre 1993	3 février 1994	Wit-Rusland	8 september 1993	29 december 1993
Vanuatu	25 mars 1993	29 décembre 1993	Yemen	21 februari 1996	21 mei 1996
Venezuela	13 septembre 1994	12 décembre 1994	Zaire	3 december 1994	3 maart 1995
Vietnam	16 novembre 1994	14 février 1995	Zambia	28 mei 1993	29 december 1993
Yemen	21 février 1996	21 mai 1996	Zimbabwe	11 november 1994	9 februari 1995
Zaire	3 décembre 1994	3 mars 1995	Zuid-Afrika	2 november 1995	31 januari 1996
Zambie	28 mai 1993	29 décembre 1993	Zweden	16 december 1993	16 maart 1994
Zimbabwe	11 novembre 1994	9 février 1995	Zwitserland	21 november 1994	19 februari 1995